

# LEN-VILLE

Récits de transformations urbaines sur Montreuil & Bagnolet

NUMÉRO 3 - Jan. 2016 - Mai 2020

Collectif PRENONS LA VILLE



« La langue créole ne dit pas « la ville », elle dit « l'en-ville » (...). L'En-ville désigne ainsi non pas une géographie urbaine bien repérable, mais essentiellement un contenu donc une sorte de projet. Et ce projet ici, c'était d'exister. »  
*Texaco*, Patrick Chamoiseau, p.422

*En couverture et au recto :*  
Illustrations de **Lucien Gurbert**, <https://lucien-gurbert.com/>



# ÉDITO

Voici un nouveau numéro de l'En-ville, avec une nouvelle série de récits sur Montreuil et Bagnolet, entre janvier 2016 et mai 2020, dans la suite des deux autres numéros (l'En-ville 1 en juin 2013 et l'En-ville 2 en janvier 2016).

Les projets urbains et immobiliers avancent, les expulsions sont toujours plus nombreuses, les contrôles sur la rue se renforcent, les quartiers se gentrifient, enfin tout ce sale système continue. Et il se pare de gadgets tendances, de soupes d'artistes, de fêtes, de fleurs et d'arbres, de mobiliers sympathiques, pour faire passer la pilule à ceux et celles qui pourraient s'énerver. Mais la pilule est un peu grosse, et on ne voudrait pas s'y méprendre, alors il nous semble nécessaire de continuer à écrire sur la violence que la ville capitaliste génère sur nous, nous qui n'acceptons pas ou qui subissons l'ordre existant. Voici donc pourquoi ce troisième numéro se fait et espère avoir une suite.

L'En-ville est un fanzine écrit par le collectif *Prenons la ville* qui se réunit une fois par mois depuis 2011.

Le Rémouleur, local auto-organisé de Bagnolet, qui accueillait et soutenait ce collectif a fermé son portail en juillet 2019.

Après 8 ans de permanences, de projections et de rencontres autour de sujets d'actualités, les gens du Rémouleur ont décidé - de manière partagée - de fermer le local. Les raisons sont multiples et simples : un loyer très cher, des envies différentes, moins d'énergies et moins de temps à consacrer à l'organisation du lieu, notamment pour cause

d'investissement dans les grosses mobilisations de cette année, désirs de s'ouvrir à d'autres expériences et envies, etc...

Même si attristé.e.s par la fin d'une expérience de lutte et d'auto-organisation bagnolet-montreuilloise, le collectif *Prenons la ville* continue de se réunir et propose toujours de réfléchir et de lutter contre la manière dont la ville s'est faite et se fait encore aujourd'hui.

Continuons à partager les outils, les stratégies et les expériences autour de nos pratiques, pour se renforcer, se questionner et permettre à nos luttes de s'étendre !

De multiples initiatives de solidarité ont existé pendant la période du confinement liée au covid-19 elles ne sont pas racontées ici dans ce numéro de l'En-ville 3, il semble plus intéressant de prendre un peu de recul avant de raconter l'histoire de notre point de vue. Mais ne vous inquiétez pas, dans l'En-ville 4, il y aura tout ça ;)

**Bonne lecture !**

# SOMMAIRE

- p.5 ————— **La rue interdite aux pauvres**  
< Des barrières anti-biffins et anti-sdf à Montreuil  
< Carte des dispositifs anti-biffins et anti-sdf  
< Les biffins, ces habitant.e.s indésirables  
< Montreuil sous haute surveillance
- p.12 ————— **Nouvelles lubies pour mieux dégager**  
< Le budget participatif, le gros bluff  
< Une expérience du budget ou le tri des populations  
< Une gestion urbaine à la cool  
< Du squat Emerson à l'artist-run space  
< Squat solutions et Camelot europe  
< Résidentialisation, privatiser l'espace
- p.32 ————— **Lutter pour habiter**  
< 13 familles à la rue, errances et luttes  
< Squat Gambetta et Savart, récupération humanitaire  
< La carte des squats, des lieux vides et des expulsions  
< Des lieux toujours vides, on vous fait la liste...  
< L'Echarde, sauter sur l'occasion  
< Occupons les maisons, détruisons les prisons  
< Tentative de vol par effraction en réunion  
< Mécasolid, le garage solidaire place de la Frat'
- p.55 ————— **Les Baras toujours là !**  
< Des nouvelles du collectif des Baras  
< Rue Bara, la disparition du foyer
- p.64 ————— **Projets à combattre**  
< Le café qui ne vend pas du rêve  
< Ilôt Volpelier
- p.74 ————— **Docu-graphie critique**



# LA RUE INTERDITE AUX PAUVRES



# BARRIÈRES ANTI-BIFFINS ET ANTI-SDF À MONTREUIL

**D**epuis quelque temps, un florilège de barrières s'amasse autour de la Porte de Montreuil entre la rue de Paris et la rue de Lagny. Disposées en lignes simples, en double épaisseurs, en double épaisseurs croisées, elles encombrant les trottoirs, bloquent les pistes cyclables et débordent sur la rue.

La mairie veut restaurer la chaussée ? Un grand chantier de rénovation de la voirie est prévu ? Rien de tout ça n'est annoncé. Alors à quoi peuvent bien servir ces barrières ?

Le mystère reste entier, a priori, car rien n'est expliqué, aucun panneau, aucune communication sur ce phénomène, rien n'indique à qui elles appartiennent, qui les a mises en place. Elles paraissent être temporaires, pourtant certaines sont là depuis plusieurs années. Et elles sont disposées seulement dans certaines rues, surtout celles qui bordent le périphérique, et notamment là où il y a des immeubles de bureaux, de banques ou d'administrations.

## POTEAUX ANTI-SQUAT

Arrêtez-vous sur la photo numéro 4 de la page suivante. Les poteaux situés sur le bord surélevé du bâtiment ne sont pas là par hasard ou pour faire joli, ils empêchent à toute personne de venir s'y installer. Aucun sans-abri ne peut y séjourner et difficile même de trouver l'endroit accueillant pour un arrêt. Ces dispositifs se retrouvent un peu partout sous différentes formes, ils relèvent même d'une forme de design spécifique, restez attentif.

**En fait, elles empêchent l'installation des vendeurs de rue appelés les biffins.** Car à Porte de Montreuil le marché aux puces déborde depuis toujours de ces petit.e.s vendeurs/vendeuses de rue illégaux qui s'installent sur les trottoirs, proposant aux passant.e.s d'acheter des objets récupérés.

Ces rues étaient occupées par eux/elles mais aussi par quelques autres personnes qui dormaient dans leurs voitures, installées le long des bâtiments sur les places de parkings. **Les barrières sont situées exactement là où ces gens dormaient, vivaient ou bien faisaient leur commerce.**

Il n'y a donc pas de hasard. Le suspens s'arrête là. L'objectif des pouvoirs publics, puisque c'est forcément eux qui ont dû valider l'installation de ces barrières sur l'espace public, est de contrôler ces rues pour les vider d'occupant.e.s informel.le.s. Pour eux, la rue n'est pas un lieu pour dormir, mendier ou commercer à la sauvette, elle sert à la circulation ou à la vente de marchandises légales et réservées à ceux et celles qui ont le privilège de pouvoir les consommer. Le quartier autour de la porte de Montreuil se métamorphose radicalement depuis quelques dizaines d'années, accueillant de plus en plus d'entreprises privées et donc toute une nouvelle population de travailleurs/euses et d'habitant.e.s plus fortunés. Ainsi les populations, habituées à cet espace, se voit reléguées à déguerpir car elles ne correspondent pas à l'évolution de ce quartier.

Donc que ces barrières soient « déguisées » en pots de fleurs géants ou en ruban de chantier, **elles ont toutes la même fonction : le contrôle social et physique de l'espace public.**





Les différents types de barrières installées entre rue de Paris et rue de Lagny.

# LES BIFFINS, CES HABITANT.E.S INDÉSIRABLES

**E**n l'automne 2019, la Ville de Paris a publié les résultats du concours « *Reinventing cities* » concernant la Porte de Montreuil. Le projet lauréat est porté par Nexity, Engie et le Crédit Agricole Immobilier. Comme dans toutes les soupes de ce genre (« *Réinventer Paris* », « *Réinventer la Seine* », « *les places parisiennes* », etc ...), il est bien évidemment question de « circulations douces », de « végétalisation », de « coworking » et « coliving », de concertation, d'espaces pour les associations, l'animation et même d'« *espaces dédiés à l'économie circulaire* ». Mais d'abord il faut bien sûr tout faire pour flinguer les pratiques qui existent déjà et qui ne plaisent pas aux décideurs.

## La chasse aux pauvres

Dans le numéro précédent de *L'En-Ville*, on avait décrit comment, côté Bagnolet, les biffins avaient été chassé.e.s du square Eugène Varlin à coups de grillages et de flicages. Depuis, sans surprise, le marché des biffins s'est déplacé, depuis, un peu plus vers le sud, dans la zone comprise entre la rue de Paris, l'avenue Benoit Franchon, la rue de Valmy et la rue Armand Carrel.

Chaque week-end, en soirée, les biffins s'installent là où les flics sont déjà, ou pas encore, passés. Leurs client.e.s les attendent, patient.e.s et nombreuses, sur place. **Quand les flics débarquent, ils confisquent et/ou fracassent tout ce qui est exposé à la vente, à savoir des objets et des fringues récupérés par les biffins dans les poubelles.**

Il nous semble que, ces derniers temps, les flics ont arrêté de gazer les gens et de les malmenier physiquement, mais n'empêche, quand ils arrivent tout le monde se disperse vite, souvent en laissant sur place les marchandises. Plus rarement,

certain.e.s biffins protestent ou essaient de négocier pour au moins récupérer leur récup', en vain.

En plus des descentes régulières de police, le volet de la guerre sociale qui consiste à chasser les biffins du secteur comporte d'autres stratégies : des grilles amovibles ainsi que des arbres dans des bacs ont été posés le long des trottoirs (voir les photos p. 7) pour empêcher l'installation du marché informel (et l'installation tout court de familles sans abris).

**La mairie organise aussi des réunions publiques et des ateliers de concertation** pendant lesquels la plupart des intervenant.e.s, que ça soit des élu.e.s, des habitant.e.s, des commerçant.e.s ou des employé.e.s des services municipaux **s'accordent sur la nécessité de poursuivre « la chasse aux biffins ... enfin ... la chasse à une activité, bien sûr, pas aux humains »**, selon les mots d'un membre du service Tranquillité publique et prévention.

La dernière réunion « *sur le marché sauvage* » a eu lieu le 20 mai 2019 dans les locaux de l'école Paul Bert. Elle faisait suite, comme celle du début février, à une manifestation contre les biffins organisée par des riverain.e.s (une cinquantaine de personnes à tout casser) un samedi matin d'octobre 2018.

En début de réunion, un mec de la tranquillité publique constate que « *le marché sauvage* » s'est déplacé vers la rue de Paris. Il nous explique que « *ces publics sont organisés et qu'ils communiquent entre eux par les réseaux sociaux* ». Il informe l'assistance que les marchandises auraient changé de nature : ça serait « *moins de la biffe* » que du « *tombé du camion* », ça serait carrément « *des produits fabriqués et copiés* ». Ceci est sans



---

cesse repris tout le long de la réunion, comme s'il s'agissait d'un argument en plus en faveur de la « *suppression de cette activité* », ou alors dans l'espoir que ce scoop gagne en vérité grâce à sa répétition ... Mais non, ça ne marche pas. Il suffit de traîner quelque fois sur le marché des biffins pour constater empiriquement que la marchandise n'a pas changé, que c'est toujours et pour la plupart de la récup des poubelles.

### **Ordures, urines, biffins, dans le même panier d'une traque méthodique...**

Autre constat pour les agent.e.s de la tranquillité publique : malgré les efforts – entre autres le fait d'avoir retiré des bancs – contre les biffins, « *il n'y a que la police qui marche* ».

En ce qui concerne les « 60 tonnes » de marchandises réquisitionnées, il est hors de question d'en faire autre chose que de les jeter, car « la benne coûte cher et le tri aussi ».

Il est ensuite question de rats et d'excréments humains : la mairie essaye de limiter la prolifération des premiers et plaint les jardiniers qui doivent ramasser les deuxièmes, ce qui est « *très dur* ». Sans compter les « *relents d'urine* » ... Le gérant du café à côté de la CGT, s'affiche comme étant au bord du craquage, il dit songer à quitter le quartier car il perd « *quatre jours de travail par semaine* » alors qu'il paye 3 500 euros de loyer par mois. « *Vous m'avez renvoyé tout chez moi !* » cri-t-il avant de quitter théâtralement la réunion car « *il doit aller travailler* ». Une salariée de la CGT justifie la véhémence de ces propos : « *nous on se retrouve à gérer la misère du monde sur le parvis !* ». Une mère de famille se dit, elle, gênée « *d'avoir à expliquer cette misère* » à sa fille. « *Les enfants* », dit-elle tristement « *sont peut-être mieux ailleurs* ».

Attristée à son tour par tant de souffrance, le maire nous rassure : « *tout le monde est très sensible à la situation que vous vivez* ». Une copine propose alors, avec calme et clarté, d'aborder le problème d'un autre point de vue : **la biffe permet aux personnes qui la pratiquent de gagner un peu d'argent et c'est une activité qui réduit le gaspillage**. On pourrait alors la valoriser, on pourrait aller vers les biffins, discuter avec elles et eux, trouver des solutions communes et non répressives.

L'un des membres de l'association Amélior, qui réunit des biffins et organise des marchés deux fois par mois sous le hall du marché de Croix-de-Chavaux, intervient à son tour en appuyant les propos de la copine et en insistant sur la nécessité d'attribuer d'avantage d'espaces à la biffe.

### **Une lutte des classes à ciel ouvert**

L'assistance grogne et bouillonne. Une meuf affirme qu'aucun dialogue n'est possible avec les biffins. Le maire, faussement débonnaire, appelle au respect mutuel et le débat – qui n'en est pas un – reprend sur le « *droit à la tranquillité* », les rats, le pipi, et les « *progrès dans l'ordre public* » que la Ville a pu assurer.

Une fois de plus, on a le sentiment que ces réunions ne sont qu'un moyen pour renforcer, par sa mise en scène publique, **le discours anti-biffins et plus généralement contre des habitant.e.s perçu.e.s comme « trop pauvres et trop étrangères », menaçant.e.s, avec leurs pratiques de subsistance et leur manières d'être En-Ville**, la ville propre, lisse et « *tranquille* » qui plaît aux décideurs et aux « *militants du cadre de vie* » et qui est censée être plus rentable sur le marché « *grand-parisien* ».

# MONTREUIL SOUS HAUTE SURVEILLANCE

**E**n mal de « tranquillité publique » la municipalité montreuilloise a pris la décision en 2019 de renforcer le contrôle de la rue. Pour cela, elle a décidé : **d'installer un maximum de caméras de surveillance, d'augmenter les effectifs de keufs municipaux, de créer une « brigade de propreté » (voir encadré) et de rénover entièrement l'éclairage public.**

Le programme est glaçant, et il est déjà une réalité. On trouve actuellement 5 caméras sur la rue du Capitaine Dreyfus, il y en a 22 nouvelles sur la rue de Paris depuis juin 2019 et le boulevard de la Boissière devra bientôt connaître le même sort. En plus de ça, il existe 13 caméras mobiles qui peuvent être installées à n'importe quel moment par la « brigade de propreté » dans les rues.

Derrière toutes ses caméras, il y a les agent.e.s de la « tranquillité publique ». Dignes d'un roman de Georges Orwell, ils sont attiré.e.s pour visionner 24h-24 les vidéos depuis un centre de supervision urbain situé à l'Hôtel de ville. **Ils peuvent sanctionner les malheureuses et malheureux**

## LA « BRIGADE DE PROPRETÉ » :

La « brigade de propreté » est une nouvelle flicaille, présente à Montreuil depuis 2016, 7 jours/7, pour faire payer les « mauvais citoyens » de leur « mauvais comportements ». Ils sillonnent les rues de Montreuil et traquent les dépôts d'ordures ou de déchets jugés illégaux dans les rues. Et pour pincer les fautifs et les punir, ils se servent de caméras mobiles qu'ils installent temporairement (mais on ne sait pas comment ni où).

**qui ne respectent pas les volontés du pouvoir et ne correspondent pas à son idéal ordonné.**

Mais ne vous inquiétez pas, la mairie garantit un comité éthique qui se réunit deux fois par an pour décider d'une charte afin de « *veiller au bon respect des libertés publiques* ». Ouf, on aura eu peur que toute cette flicaille punisse de manière arbitraire et sévise n'importe comment. Sauf qu'on ne gèrera pas leur mensonges, la vidéosurveillance quelque qu'elle soit est une atteinte aux libertés. Pour couronner le tout, la mairie se sert des collabos comme un certain « *tissu associatif (...) et le bon voisinage, qui préservent (le) vivre ensemble* » (voir Le Montreuillois n°75). Ils veillent à faire respecter les règles et discipliner les habitant.es.

Pour compléter son programme sécuritaire, notre « chère » municipalité prévoit un plan budgétaire de 12 millions d'euros pour remplacer l'éclairage public et les feux tricolores des rues de la commune.

**Cette dernière mesure n'est pas anodine, l'éclairage public a toujours été un outil majeur du contrôle social.** Historiquement au XVI<sup>e</sup> siècle, les premiers lampadaires ont été installés par la police, non pas pour mieux s'orienter la nuit dans les rues, mais pour mieux surveiller. Les lampadaires, encore aujourd'hui servent à assurer un contrôle permanent de l'espace public, à débarrasser les rues de ce qui peut causer du « désordre » pour le pouvoir.

Cette logique sécuritaire qui teinte la politique locale à Montreuil est grandissante et elle a un coût élevé. **La ville est prête à tout pour se rendre attractive auprès des bourgeois qui veulent s'y installer en toute tranquillité sans risquer d'être cambriolé, bousculé, ou de marcher sur une crotte de chien.**



---

L'installation de caméras et la présence des flics sont des paramètres de plus en plus intégrés dans les aménagements urbains. C'est-à-dire que l'on opte pour des solutions de voiries qui facilitent l'intervention des flics, on élimine les dispositifs favorisant la fuite ou la possibilité de se cacher, on quadrille les espaces de vidéosurveillance, etc. **Le fait d'aborder la question de l'espace urbain sous l'angle de la surveillance est issu de la théorie appelée « prévention situationnelle ».** L'objectif est de créer des « espaces défendables » par les pouvoirs locaux qui peuvent dissuader la venue de conflits sociaux, ou pour, s'ils adviennent les réprimer efficacement.

Afin de maintenir l'ordre, la surveillance est donc de mise. Ne laissons pas ce processus de contrôle et de normalisation des espaces où l'on vit prendre le dessus. Attaquons-nous à leur vision sécuritaire. **Les caméras et la flicaille sont des poisons qui pourrissent nos vies et rendent les espaces urbains de plus en plus nuisibles surtout pour les corps de ceux et celles jugés suspects, indociles ou superflus.**



Exemple de caméra d'angle rue du Capitaine Dreyfus, 2020.

# NOUVELLES LUBIES POUR MIEUX NOUS DÉGAGER !



# LE BUDGET PARTICIPATIF, LE GROS BLUFF

**E**n novembre 2018, Montreuil a accueilli la troisième édition des « *rencontres nationales du budget participatif* ». Très médiatisé, l'événement a réuni un beau monde d'édiles, d'expert.e.s et de supers citoyen.ne.s engagé.e.s.

## Le budget participatif, à la mode

La mise en place de ce processus, que les pouvoirs appellent de la « *démocratie participative* », n'est pas née à Montreuil, elle émerge à Porto Alegre en 1989 lorsque le Parti des Travailleurs et des associations locales négocient entre eux qu'une partie du budget de la commune soit redistribuée aux habitant.e.s par l'intermédiaire des « comités de quartier ». Le projet n'a jamais suscité l'engouement des populations, et a plus été de l'ordre de la subvention que de la redistribution de richesses. Il a surtout permis de pallier des carences majeures dans des quartiers défavorisés en les dotant d'infrastructures routières ou de structures sociales.

**La mode des budgets participatifs atterrie en France dans les années 2000**, avec un renouveau très médiatisé en 2014 dans des communes dites « *de gauche* », comme Grenoble, Rennes ou Montreuil. L'objectif est d'encourager les individus à proposer de petits investissements urbains et ensuite de les financer avec l'argent public. **À Montreuil, le budget participatif représente 5 % du budget d'investissement de la ville**, c'est-à-dire 2,5 millions d'euros pour les 14 quartiers (28 €/habitant.e par édition), et 500 000 euros supplémentaires attribués pour des projets qui concernent au moins 3 quartiers ou toute la ville. Ce budget serré n'est redistribué qu'à celles et ceux qui proposent des idées « *compatibles avec les grands projets d'aménagement de la ville* » donc **qui ne remettent pas question l'ordre urbain des décideur.se.s.**

## Des projets superficiels et pas chers

Depuis 2015, l'équipe municipale de Montreuil a proposé deux saisons de budget participatif, en 2015 et en 2017. En dehors de quelques-unes, la plupart des propositions visent surtout des aménagements de voiries, l'installation de mobiliers, ou l'entretien d'espaces verts, choses habituellement prises en charge dans les budgets municipaux. Le processus soi-disant innovant remplace un système de service public vers des points « à gagner de l'aménagement ». **À celui qui réussira à décrocher le plus beau « dos d'âne » dans sa rue !**

La concurrence est rude, surtout au vu du montant très serré offert par la municipalité pour l'ensemble des projets. Leur « *démocratie participative* », politique de pacification et de contrôle, à un prix et il est très bon marché.

Les gens sont poussés à s'approprier ce budget à cœur joie pour s'impliquer, main dans la main avec les pouvoirs publics, dans le contrôle intégral de l'espace urbain, et ce à très peu de frais pour les municipalités.

## La politique du chiffre et de la com'

Avant le dépôt des projets les auteur.e.s sont sollicité.e.s par la mairie, pour présenter leurs idées publiquement lors « *d'agoras citoyennes* », sortes d'ateliers publics que chacun.e peut organiser grâce à un guide disponible sur une plateforme internet dédiée. Après ce grand raout démocratique, vient le temps d'inspection des projets pour juger de leur fiabilité et de leur respect des principes édictés précédemment. Pendant quatre ou cinq mois, l'équipe municipale et les services techniques sont chargés d'examiner les projets déposés et de sélectionner en interne ceux qui seront ensuite soumis au vote public. Ce vote est organisé à la fois sur internet et, matériellement dans certains lieux d'accueil comme à la mairie.

---

---

Ouvert à tou.te.s les habitant.e.s de Montreuil, le vote dure moins d'un mois. Les votes en ligne ont rassemblé plus de 5 000 participant.e.s, selon le site de la municipalité, chiffre qui ne représente finalement qu'une infime partie des habitant.e.s recensé.e.s de Montreuil, **mais en plus qui semble peu représentatif de la participation au vu de la facilité à gruger les votes** (avec plusieurs adresses mail différentes une personne peut voter plein de fois).

**Au final, une trentaine de projets ressortiront vainqueurs de ce grand jeu**, chaque quartier de la ville se verra attribuer deux ou trois projets, et trois projets s'appliqueront à l'ensemble de la ville. Encadrés par les équipes municipales, les projets sont alors cadrés dans le temps pour être réalisés au maximum sur deux ans, jusqu'au prochain round de subventions. La démarche s'attelle à construire des résultats visibles, sur le court terme, permettant d'alimenter la propagande électoraliste de la municipalité et ainsi d'être montré lors d'une « visite guidée en bus », par exemple, pour des « rencontres nationales du budget participatif » en 2018.

### **Un outil pour des spécialistes**

Sans critères de participation a priori, le budget participatif prône la volonté de s'ouvrir à « *tous les habitants* » de la ville. Les velléités équitables affichées par la mairie sont pâles face à la réalité des faits. Il s'avère bien difficile pour des habitant.e.s non initié.e.s à des pratiques d'organisation comme celles-ci de se mobiliser sur de nombreuses réunions et ateliers, ainsi que de participer activement au montage du projet.

À chaque étape du processus, **la démarche demande un certain savoir-faire et une grande disponibilité**. Héloïse Nez, sociologue, qui a travaillé sur les budgets participatifs en Europe,

### **APERÇU DES PROJETS DES DEUX SAISONS DU BUDGET PARTICIPATIF PAR THÉMATIQUE**

- **la végétalisation d'espaces publics** : « le bac à plantes et murs végétalisés », « des arbres rue des Groseillers ! » ;

- **les espaces de jeux** : « réaménagement du city stade des Ruffins », « réaménagement d'un terrain de basket existant et fréquenté » ;

- **le réaménagement de square** : « aménagement du square de l'église Saint-Pierre Saint-Paul », « des bancs dans le square Patriarche » ;

- **le réaménagement de rues** : « place de la République en zone piétonne », « des coussins berlinois pour les Montreuillois » ;

- **des espaces de jardins et d'aménités collectives** : « Les cocottes du Bel Air » un poulailler participatif », « aménagement du terrain pêche-mêle : pour jouer, pique-niquer et jardiner ! » ;

- **de l'événementiel** : « triporteur-bar à thé du quartier », « théâtre de marionnettes » ; ... etc.

démontre que « *ceux qui prennent part aux budgets participatifs appartiennent souvent aux classes moyennes et aux professions intellectuelles supérieures (...) la grande majorité est investie dans des associations et près de la moitié est affiliée à un parti politique, ce qui montre bien que les citoyens s'impliquant dans le budget* »



---

---

*participatif sont déjà organisés. ».*

En effet, les projets lauréats à Montreuil, en dehors des petits aménagements de voirie ou de mobilier urbain, sont portés principalement par des collectifs d'habitant.e.s ou des associations locales comme le Sens de l'Humus, le Collectif 14, les Colibris, les EnChantières, etc.

Pour mieux situer, prenons l'exemple du projet « 2 Toits à nous », porté par l'association le Sens de l'Humus sur le site des Murs à Pêches, remporte haut la main le vote final à l'échelle du quartier.

L'association est ancrée dans le quartier depuis longtemps, elle a de nombreux/nombreuses bénévoles, elle accueille en plus des gens en insertion professionnelle. Et elle participe à la transformation des Murs à Pêches main dans la main avec les aménageurs depuis de longues années.

**Sa visibilité et ses liaisons lui offrent de manière peu surprenante la possibilité d'accéder facilement au budget participatif.** La facilité s'avère aussi structurelle, avec les travailleurs/euses (en insertion, bénévoles, ou salarié.e.s) déjà présent.e.s au sein de l'association, la réalisation du projet, dessin et construction, peut être géré en interne. Alors les 70 000 euros attribués par le budget prennent avant tout en compte le coût des matériaux.

La richesse et la faisabilité du projet qui a séduit la grande majorité des votant.e.s est très lié aux pré-requis de l'association.

Le projet « 2 Toits à nous » propose l'installation d'un abri et de deux serres pour développer leurs activités pédagogiques et culturelles autour du jardin. L'installation de ces « bâtiments » légers oblige le dépôt en mairie d'une « déclaration préalable de travaux » (pour une conformité aux règles d'urbanisme), ainsi que l'aval d'un

architecte des bâtiments de France car le site des Murs à Pêches est classé patrimoine historique). Les embûches techniques et administratives sont très nombreuses pour permettre l'aboutissement légal d'un projet comme celui-ci. Malgré tout, les compétences de l'association, habituée de ces démarches et au contact perpétuel avec ce type d'acteurs institutionnels, va la rendre fiable pour réaliser le projet.

**Au final, la capacité à proposer un projet dans le budget participatif pour ce type de structures, répond plutôt à un besoin de subvention** dont nombres d'associations souffrent aujourd'hui, sur Montreuil et dans bien d'autres villes.

Le budget participatif, loin d'amener, comme il est vanté par la mairie, à une redistribution de richesses, émiette plutôt des micros-financements pour des habitant.e.s déjà structuré.e.s.

## **Une neutralisation des rapports sociaux entre les habitant.es**

Rassemblées sous le mot de « démocratie participative », les pratiques de budgets s'insèrent dans un panel plus large d'artifices émancipateurs autour de la ville. Habitat participatif, projets urbains concertés, apparaissent partout. Des processus où seuls participent des habitant.e.s inoffensif.ve.s, dont il n'y a rien à craindre du choix raisonnable de la couleur des pots de fleurs ou celui de l'emplacement de l'aire de jeux pour enfants.

Ces processus jouent un rôle déterminant dans la neutralisation des conflits et entretiennent le mensonge de la cohésion sociale qui défend l'idée **d'un dialogue d'égal à égal où le bon sens et le bien commun triompheraient** entre des protagonistes qui n'ont pas le même pouvoir et les mêmes intérêts.

---

Lorsque l'action de chacun.e est docilement encadrée et filtrée par des équipes municipales qui sélectionnent et font le tri parmi les projets soumis au vote, on peut difficilement imaginer des projets contradictoires avec les volontés politiques locales. Malgré tout, les slogans municipaux scandent très sérieusement : «Prenez le pouvoir et décidez comment utiliser une partie de vos impôts (...)» !

Avec ça, Montreuil devient le laboratoire idéal pour renforcer les pratiques d'illusion émancipatrice, dont le but va être de **liquider toute conflictualité, toute prise de position politique et sociale contradictoire aux pouvoirs.**

### Une certaine image de la ville...

L'objectif du budget participatif vise, selon la mairie, à une « *reconquête urbaine* » par les habitant.e.s sur chacun des quartiers de la ville afin de permettre une valorisation et un embellissement des espaces, notamment pour la voirie. Les propositions de prises en main des rues de la ville se résument à mettre en place des **délires de vie plus sécurisée et plus propre sous des aspects de ludisme et de jouissance.**

Ces assignations visent en traduction à multiplier un contrôle et une définition stricte des usages et des fréquentations de la rue pour le « bonheur » d'une certaine population qui peut alors s'y sentir bien et s'investir dans l'espace public. Les occupations sont moralisées, impossible de squatter en fumant ou de pisser dans certains endroits où des bacs à fleurs ont été installés, bas les pattes ces usages néfastes.

Une nouvelle image de la ville, branchée et attractive, est récupérée par les promoteurs, bureaux d'études, investisseurs et possédants, car ces formes de vie urbaines apportent des plus-values dans lesquels ils peuvent investir.



Végétalisation d'angle de rue, Montreuil, 2019.

# UNE EXPÉRIENCE DU BUDGET OU LE TRI DES POPULATIONS

Lors de la « saison 1 », une copine et moi avons déposé deux projets. Le premier était un projet d'habitat, le deuxième visait à l'ouverture d'un espace collectif pour ateliers, réunions, permanences d'aides aux démarches administratives, aides aux devoirs. Les deux projets, co-signés, n'étaient en fait qu'un seul. Il s'agissait, en effet, d'utiliser le budget participatif pour poursuivre une lutte commencée en 2013 avec des voisin.e.s vivants en bidonville sur la friche Barda (rue de Paris).

Une partie des habitant.e.s de ce bidonville avaient auparavant vécu dans le squat de la Frat', ouvert en 2007 avec des riverain.e.s. L'été 2012, le squat de la Frat' avait été expulsé. Une partie de ses habitant.e.s avaient été relogé.e.s, dans le cadre de la « MOUS Roms »<sup>1</sup>, dans les logements-passerelles, rue Emile Zola. Celles et ceux qui ne rentraient pas dans les critères, arbitraires et hypocrites, de la MOUS, s'étaient alors retrouvé.e.s à la rue et avaient construit des baraques sur la friche Barda. La mairie leur file vite fait quelques poubelles et peut-être aussi des bâches en plastique, fixées sur les grillages pour qu'on ne les voit pas trop depuis la rue.


**En mai 2013, le bidonville est expulsé, et ses 60 habitant.e.s environ, se retrouvent à errer dans le quartier.** Puis ils et elles s'installent sur un bout de pelouse à Porte de Montreuil. La police les harcèle sans cesse. La mairie, propriétaire de la pelouse, les fait expulser à plusieurs reprises. En août 2015, elle fait construire un grillage autour de la pelouse. Ils se retrouvent sur le trottoir.

Après des manifs, des actions et des tentatives de négociations diverses et variées avec la mairie, nous nous disons qu'on peut peut-être mettre de côté notre antipathie envers la « participation citoyenne » et se servir du budget participatif pour pousser l'équipe municipale à céder aux revendications des voisin.e.s, qui demandent juste de pouvoir se réinstaller sur un terrain dans le secteur sans que la police ne vienne les violenter chaque nuit.

Et, à partir de là, reprendre un peu plus « tranquillement » leur vie quotidienne : **« faire la ferraille » pour la trier et la revendre au poids, ramasser dans les poubelles du quartier des trucs à recycler et à vendre au marché informel autour des Puces de la porte de Montreuil, poursuivre les démarches administratives (domiciliation, AME, inscriptions scolaires, etc.), trouver du boulot salarié comme femme de ménage ou ouvrier.** C'est comme ça - « petit à petit », comme disait souvent une jeune du groupe – qu'elles et ils comptaient s'y prendre pour se sortir de la galère.

On monte donc les deux projets en faisant gaffe à être dans les clous indiqués dans le guide du budget participatif. On rentre en effet dans le volet « solidarité ». On y tartine un peu d'écologie, de mutualisation de l'espace collectif avec d'autres associations, du partenariat avec un collectif de jeunes archis et avec d'autres groupes locaux/départementaux déjà engagés dans des projets similaires et voilà nous déposons dans l'urne nos projets. On se coltine, aussi, pas mal de réunions institutionnelles et « participatives » dans le but de montrer que nous sommes bien là, qu'on suit et qu'on porte le projet. Les échanges mails avec les services de la mairie, qui nous demandent

1 La Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) a pour objectif de promouvoir l'accès au logement des personnes défavorisées.



des précisions byzantines et tordues (histoire de montrer qu'il y a un suivi) - mais qui ne donnent pas suite à nos demandes de rdv pour faire le point – nous offrent peu d'espoir.

La machine de sélection des projets avance, nous sommes toujours dans le tableau Excel. Mais juste avant la grande messe du « speed date », nous sommes convoquées à la mairie où, avec un kilo de vaseline, on nous explique que notre projet est « trop expérimental », trop « novateur », que les services ne l'ont pas compris, que le budget participatif n'est qu'à sa première « saison » et donc forcément il y a des couacs comme c'est le cas pour nos deux projets, qui sont donc recalés. Nous n'avons qu'à réessayer, « dans deux ans » nous dit-on.

Au Conseil de Quartier, des élus et des voisin.e.s nous font remarquer que l'un des titres des projets, « Du bidonville à la ville », avait été très mal choisi car « bidonville » est un mot « qui fait peur ». Nous réexpliquons notre démarche : certes, habiter une platz dans une tente ou une baraque n'est pas top, mais le fait d'avoir l'accord de la mairie permet de se poser et de s'organiser avec les moyens du bord, sans les flics aux trousseaux et sans la crainte d'une expulsion pouvant arriver à tout moment.

**La demande d'un terrain est la demande d'espace-temps permettant de demeurer « en-ville ». C'est la revendication d'une légitimité à être là, dans la ville où on habite depuis des années.**

Puisque la mairie refuse de mettre en place, avec les premier.e.s concerné.e.s, un projet de style MOUS, puisque l'obtention d'un logement social n'est pas envisageable, puisque le 115 est saturé, alors la seule possibilité d'habiter qui leur reste c'est celle d'un terrain et de l'auto-construction

« accompagnée » par des pros et des assoc'. Nous rappelons que des expériences similaires existent déjà à Montreuil et en Ile-de-France, et donnent des fruits. Mais rien n'y fait. « Bidonville » fait peur, tandis que la réalité de la rue sèche subie tous les jours par ces voisin.e.s – qui sont parmi les plus touché.e.s par la guerre sociale en cours – est visiblement tout à fait acceptable, voire utile aux « militant.e.s du cadre de vie » faisant des familles à la rue les boucs émissaires de leurs délires hygiénistes et sécuritaires.

Pour la petite histoire, un projet qui se veut dans la même lancée - mais porté par et pour d'autres personnes et sans l'espace collectif - est parmi les lauréats de la « saison 2 » du budget participatif. Il porte le titre de « *Montreuil, vivre ensemble* » et projette de construire plusieurs « tiny house » pour « jeunes isolés », à poser et bâtir de manière, bien sûr, « participative » et « écologique » sur des espaces libres.

« *Le programme génétique de Montreuil* » (- bonjour la métaphore ! -) « *depuis des décennies comporte deux principes fondateurs : l'accueil solidaire des personnes / familles dans le besoin et le développement de politiques de la commune en collaboration avec des associations et les habitants pour rendre l'intégration de ces personnes réelles grâce à l'éducation, la santé, la culture et l'emploi* ».

Le rédact.eur.rice de la fiche du projet 345 a dû oublier le troisième principe, qui est celui du tri des populations, que nous avons vu maintes fois à l'œuvre dans la ville.



# UNE GESTION URBAINE « À LA COOL »

Avez-vous déjà entendu parler du Wonder-Liebert, du jardin d’Alice, du REV’café ou de la Station E ? Ce sont des noms de lieux apparus à Montreuil ou Bagnolet depuis quelques années. Ils s’ouvrent dans des anciennes usines, des bureaux désaffectés ou des terrains dits en friche et proposent des activités autour de la fête, de l’art, de la restauration. Ils sont tenus par des artistes, des architectes, des designers, des férus de l’événementiel, enfin **tout un tas de personnes ambitieuses, innovantes et avides de créations atypiques** s’inscrivant parfaitement dans la start-up nation. Mais leur existence est courte, souvent au bout de quelques mois ou quelques années ils ferment pour laisser la place à des projets immobiliers.

## Ouvrir pour mieux contrôler

La mise en place de ces lieux n’a rien d’informel, ils sont légalisés et installés par les décideurs et ne s’applique pas seulement à Montreuil ou Bagnolet, c’est plutôt une logique en vogue à l’échelle des Métropoles comme celle du Grand Paris, où de multiples espaces de la sorte poussent comme des champignons. Il existe même un terme spécifique à ce processus dans la langue des aménageurs, on parle « *d’urbanisme temporaire* ». Cette désignation ne déclare rien de précis mais a pour but de donner un aspect soi-disant cool aux évolutions capitalistes de la ville. **Il a en fait une fonction de contrôle social de la propriété** qui est revendiqué ouvertement : « *ne pas laisser des lieux à l’abandon* », « *consolider la programmation future du site* », « *amorcer de nouveaux usages* », « *rendre fréquentable* »<sup>1</sup>, etc. Derrière ces intentions se cachent bien des choses néfastes pour un grand nombre d’habitant.e.s,

notamment les plus pauvres.

Parce que oui, l’objectif principal à travers ces occupations temporaires légalisées c’est d’investir continuellement chaque interstice de la ville pour empêcher l’ouverture de squats et l’installation d’habitant.e.s qui auraient des usages non conformes à une tranquillité bourgeoise. Alors, l’occupation permanente et contrôlée de chaque lieu devient un moyen de se débarrasser de toutes oppositions aux objectifs rentables de la ville. La tendance ce n’est donc plus seulement de conquérir de nouveaux territoires, mais de **progresser en intensité et d’encadrer toutes les dimensions temporelles de la ville**. Le contrôle des formes d’occupation permet de créer continuellement des potentiels attractifs en faveur de logiques marchandes pour chaque lieu et à toutes les étapes de son évolution.

Dans cette logique, il y a Est-Ensemble, la « *superstructure aménageuse* »<sup>2</sup>, qui lance chaque année depuis quatre ans un appel à manifestation d’intérêt (AMI) pour recruter des équipes qui mettront en place des activités sur des espaces dits en friche situés sur les futures zones de projets urbains. L’objectif affiché est de « *procurer aux riverains et aux visiteurs un espace de rencontre, de découverte et d’échange sur le devenir du quartier* » raconte Est-ensemble sur son site. En traduction cela signifie : installer des activités ludiques pour **faire accepter aux habitant.e.s un projet qui va détruire une grosse partie de leur quartier** en faveur de plus riches. Un bon moyen pour faire passer la pilule et éviter toute contestation.

1 Voir la page [est-ensemble.fr/lancement-de-la-4e-edition-de-tempo](http://est-ensemble.fr/lancement-de-la-4e-edition-de-tempo)

2 Est-ensemble est une institution publique qui gère 8 villes de Seine-Saint-Denis. Elle a été créée lors de la mise en place de la Métropole du « Grand Paris ».

---

---

Ainsi la « station E » située au 236 rue de Paris s'est ouverte en juin 2018. C'est un « *espace culturel et festif autour des énergies renouvelables* », « *où on peut faire la fête en sauvant la planète* », « *#écologie, #transition, #économie circulaire* » peut-on lire sur le site internet du lieu. Ces objectifs sont totalement flous, mais projettent des valeurs soi-disant communes qui feraient consensus à leurs yeux.

En fait, les gestionnaires de ces lieux ne proposent **que des activités qui répondent, ou en tout cas qui ne s'opposent pas, au futur projet urbain** qui viendra après. Ici, la station-E est située sur une partie de la future ZAC « de la Fraternité » qui veut transformer une grosse partie du Bas-Montreuil avec 800 logements nouveaux, des bureaux, des commerces, des écoles, impactant en grande partie les possibilités de vie des habitant.e.s majoritairement pauvres du quartier. Toutes les formes hostiles à l'expansion du projet des aménageurs sont donc rejetées. Toutes les occupations critiques en actes de la propriété privée sont interdites. Alors, on pioche dans tous les nouveaux concepts tendances pour inventer un lieu où la bière se vend 8 euros.

L'occupation temporaire choisie et légalisée est un outil qui permet d'attirer des populations branchées au capital économique élevé sur des territoires qu'elles ne fréquentaient pas ou peu avant. L'intérêt est que celles-ci peuvent être les potentiels propriétaires des futurs logements de la ZAC et font augmenter la valeur économique du quartier. Alors, pendant qu'ils et elles viennent s'amuser à la Station E en se disant que « Montreuil/Bagnolet c'est sympa », les promoteurs se frottent les mains. La com' est parfaite et la friche devenue tendance sert de vitrine commerciale.


## **Des gardiennages utiles socialement**

Dans cette opération, le choix des gestionnaires du lieu est primordial puisqu'ils doivent en effet légitimer l'ordre urbain existant et garantir une plus-value.

Le contrôle des résident.e.s s'exerce par un encadrement sous forme de bail temporaire ou de convention. Les durées d'occupations sont réduites à quelques mois ou quelques années, limitant toute construction de liens permanents au quartier, garantie pour le propriétaire qu'aucune résistance ne s'organise. Et puis de toute manière les populations qui fréquentent assidûment ce genre de lieux ne s'opposent que rarement à leur fermeture puisqu'avec leur fort capital économique et culturel ils et elles auront toujours un moyen d'en retrouver d'autres, quitte à y mettre le prix.

**Les occupant.e.s ont donc avant tout un rôle de gardien.ne des lieux pour empêcher toutes formes d'occupations « dangereuse pour la paix sociale »** et qui mettraient en danger le futur projet des aménageurs. L'exigence est de n'accepter que des occupations utiles, ni galérien.ne.s, ni sans papiers, ne seront accepté.e.s comme les gardien.ne.s fiables d'un lieu. Ce processus est rentable pour un.e proprio ou un.e aménageur.se qui se retrouve alors à **ne plus devoir gérer des expulsions ou faire appel à une société de gardiennage coûteuse**. De plus, elles peuvent miser sur la culture et l'art comme éléments attractifs qui valorisent foncièrement les lieux. Double banco !

Prenons l'exemple du squat Emerson, au 124 rue Gallieni à Bagnolet, qui fut occupé par des personnes du collectif Bara en 2014. Leur expulsion programmée mais finalement précédée d'un



incendie va permettre au propriétaire d'installer sur les lieux des artistes quelques peu prétentieux constitués sous le collectif « le Wonder ». Les sans papiers faisaient tache. Les artistes eux ne demandent rien que des espaces vides pour exercer leur art égo-centré et leur vision de la ville rentable. (*Lisez l'article du «squat Emerson à l'artist-run space» page suivante*)

Leur occupation sera encadrée par un bail. Et pendant les deux ans, ils et elles occuperont le lieu sagement en rendant les clés en temps voulu sans résistance. Les artistes deviennent **les cerbères des lieux dont le professionnalisme de bon chien-chien est validé en amont par le propriétaire.**

### **Occupant.e.s spécialisé.e.s**

En effet, les collectifs, comme le « Wonder », sont choisis méthodiquement : ce sont des expert.e.s en la matière ils et elles ont déjà plusieurs expériences de la sorte à leur actif en Île-de-France. Souvent en mal de lieux pas cher où s'implanter, ces personnes naviguent pour survivre et concrétiser leur petite entreprise artistique. Le métier « d'occupant temporaire conciliant » se développe et devient une expertise urbaine comme une autre. Un nouveau marché s'offre aux propriétaires et aux pouvoirs publics qui n'ont qu'à se servir au gré de leurs désirs. Et comme la concurrence est rude pour celles et ceux qui cherchent des espaces, l'exigence du choix des occupant.e.s est forte, c'est à celui qui répondra le mieux aux critères.

L'enjeu principal pour les aménageurs est de pouvoir récupérer les clés quand bon leur semble, pour engager ensuite la construction et la vente de nouveaux biens immobiliers sur les lieux. **La neutralisation politique des occupant.e.s**

**est donc primordiale. L'art consensuel et la culture docile participent d'une certaine forme au maintien de l'ordre social.** Elles sont à priori les meilleurs formes d'occupations possibles pour garder le contrôle total de l'espace urbain.

Les lieux de fêtes, d'arts et de cultures temporaires, comme le Wonder-Liebert ou la Station-E, sont un nouveau moyen de gestion de la ville pour favoriser l'arrivée de classes sociales aisées et l'éviction des pauvres **en faveur de projets urbains qui permettent aux propriétaires et aux pouvoirs publics de spéculer toujours plus sur l'espace.** Les jolis concepts sur palettes en bois et poscas fluos sont parfois les plus terrifiants.

# DU SQUAT EMERSON À L'ARTIST-RUN SPACE WONDER

**C**ourant 2013, la multinationale Emerson Network Power délaisse un grand bâtiment de 4 étages situé sur l'avenue Gallieni à Bagnolet.

Pendant la même période, dans le quartier, de nombreuses personnes sont à la rue. Parmi celles-ci, 200 personnes environ s'étaient retrouvées sans abri, en mai, suite à l'expulsion du bidonville de la friche Barda (rue de Paris, Montreuil) et à l'expulsion du squat que le Collectif Baras venait d'ouvrir rue Rapatel (Montreuil).

Après plusieurs mois de galères, agrémentés par le harcèlement des polices nationale et municipale ainsi que par le mépris absolu tant du préfet que des élus locaux – qui n'ont qu'une idée en tête, à savoir : les faire dégager – certain.e.s décident de s'organiser ensemble et occupent, fin octobre 2013, le bâtiment Emerson.

**Ils et elles l'habitent, à 220, dans un confort relatif et sans conflits majeurs, sous le mode de l'autogestion, pendant 10 mois.**

Après avoir rangé le bordel laissé par les anciens occupants, ils et elles réorganisent les espaces, entretiennent les locaux, mangent, dorment, vont travailler ou à l'école, ont de la visite et font même de l'hébergement, se réunissent, organisent des soirées, font le lien avec les élus et aspirants élus, s'organisent pour défendre la maison en justice et proposent même au proprio de lui payer un loyer par le biais d'une convention d'occupation temporaire.

Mais non.

Par décision du juge le squat Emerson est désormais expulsable. Début août 2014, les habitant.e.s sont expulsé.e.s. Les cinq familles vivant sur place sont relogées.

Les hommes du Collectif Baras, célibataires, se retrouvent à nouveau à la rue<sup>1</sup>.

**Le bâtiment Emerson reste longtemps vide et surveillé 24h/24 par des maîtres chiens.** Mi-février 2017, les Ateliers Wonder-Liebert y installent un « *artist-run space* », c'est-à-dire « *un lieu pensé, créé et construit par des artistes pour des artistes* ».

Les 40 artistes en résidence ont signé, avec le propriétaire des locaux, une convention d'occupation temporaire d'un an par l'intermédiaire de l'association Plateau urbain, qui a comme mission « *d'identifier les locaux vacants pour y héberger des projets culturels* ». Plateau Urbain n'est pas directement impliqué dans l'expulsion des 220 habitants du squat Emerson. Néanmoins, sa « vision » de la ville fait froid dans le dos, pour ne pas dire qu'elle donne la gerbe, on vous en donne un extrait dans l'encadré juste après.

Leur volonté de « *redonner vie* » ou de développer un « *vivier d'économies méconnues* » à travers l'occupation encadrée et réglementée des lieux abandonnés par leur propriétaire tend à **faire de chaque espace de la ville un potentiel rentable à toutes les étapes de son évolution.** (voir l'article « *Une gestion urbaine à la cool* » page précédente) Ils sont des « agents d'entretiens » qui s'occupent de redonner une plus-value foncière et ainsi de rendre d'autant plus rentable l'investissement futur du site.

---

1 Après plusieurs semaines de campement devant la mairie de Bagnolet, puis sous l'échangeur de Gallieni, ils ouvriront un nouveau squat au 72 rue René Alazard (voir dans l'En Ville 2).



## PLATEAU URBAIN, UN AGENT IMMOBILIER QUI N'EN PARAÎT PAS :

« (...) Plateau Urbain entend fédérer les réflexions en cours sur le recyclage des bâtiments et les circuits courts, pour permettre aux porteurs d'accéder à une offre de ressources techniques et matérielles diversifiée et développer leur projet à moindre coût. L'occupation des locaux vacants, moyennant le paiement des charges et des taxes, permet aux propriétaires d'annuler le

coût souvent sous-évalué que représentent les charges, le gardiennage, la sécurisation et le maintien en état d'un site inoccupé. Trouver un occupant temporaire est un vivier d'économies méconnu, à l'heure où les entreprises mais aussi les collectivités territoriales cherchent à comprimer leurs coûts immobiliers. (...) Plateau Urbain noue des partenariats avec les propriétaires. Plateau Urbain vise à redonner vie (...) à un certain nombre de bâtiments, pour réanimer des zones pour l'instant délaissées afin d'orienter leur attractivité (...). »

Extrait du site de l'association Plateau Urbain



Banderole des Baras devant le squat Emerson, 2014



Bâtiment Emerson vide, à vendre

# LE COLLECTIF WONDER, OU L'ART AU SERVICE DE LA GENTRIFICATION

**G**entrification: nom féminin. On expulse des sans-papiers, et on fout des artistes branchés à la place. « *Je ne m'en fais pas trop pour le moment quant à la récupération, nous avons une longueur d'avance sur la liberté.* » Nelson Pernisco, du collectif Wonder (interview sur le site Manifesto XXI)

Les artistes branché-e-s et opportunistes qui ont récupéré le bâtiment Emerson, organisaient lundi dernier une soirée-événement, «Dirty Pepax» d'après leur brochure distribuée à l'entrée. Cet événement, organisé dans le cadre des «lundis du Pavillon Neuflyze» du Palais de Tokyo, a réuni des centaines de personnes. Bonnets trop petits, moustaches fashion, pantalons taille haute et lunettes à montures épaisses étaient de sortie, pour s'enjailler autour d'œuvres d'art contemporain «DIY», directement inspirées de l'esprit des squats d'artistes et de l'art «underground».

On est nombreuses et nombreux à se souvenir de ce squat, de son ouverture en octobre 2013 à deux pas du Transfo, à son expulsion et à la lutte qui a tenté de l'empêcher durant l'été 2014. Les assemblées dans le hall pour s'organiser pour être présent-e-s les matins où on sentait l'expulsion imminente et les rassemblements matinaux pour attendre les keufs. Autant dire que la nausée nous a saisi lorsqu'on est entré-e-s dans l'enceinte, halluciné-e-s. Un fier logo «Liebert» trône maintenant sur le mur du bâtiment. Des artistes benêts aux crinières de feu et autres fashionistos occupent maintenant les lieux. On a cherché à en savoir plus. On a navigué ainsi, de surprise en surprise. Apprenant là qu'ils s'occupent du gardiennage du lieu, ici qu'ils le louaient à 5000€ par mois pour 20 occupants. Ils sont passés par Plateau Urbain, une espèce d'entreprise spécialisée dans la mise en location de locaux vacants. Ces ordures mettent en avant l'intérêt qu'a le propriétaire à ne plus avoir à garder son

immeuble, et toute une soupe éco-citoyenne de développement de l'usage immobilier (blablabla). Les occupants, donc, c'est le collectif «Wonder», un ramassis d'artistes écervelés qui érigent l'apolitisme en valeur première. Ils disposent d'un an avant la démolition, lorsqu'on leur demandera de partir ils quitteront bien gentiment le lieu, leurs airs faussement rebelles cachant en réalité une docilité minable. Coucouche panier, l'artiste subversif.

Le pire est peut-être de croire que certain-e-s écoutent et croient encore à la chiasse qui leur coule de la bouche. À les entendre, la gentrification n'a rien à voir avec eux. Eux, ce qu'ils font, c'est pas politique. Déjà parce que c'est légal, ça n'a rien à voir avec qui occupait le lieu avant. Si la police a expulsé le squat, comment cela pourrait-il être de leur faute ? De toute façon c'est simple, chaque lieu a un karma. Tout cela, dixit eux-mêmes, ça faisait flipper de les entendre se justifier de la sorte.

L'un d'entre eux nous a même sorti: «c'est pas parce qu'il y a des artistes-hipsters que la police expulse les sans-papiers», ce à quoi on lui a répondu que «c'est parce que la police expulse les sans-papiers qu'il y a des artistes-hipsters». L'histoire de ce «Liebert» résonne d'ailleurs avec celle du «Jardin d'Alice», qui a été tranquillement réinstallé par les pouvoirs publics avec une convention d'occupation en 2015 dans un lieu précédemment squatté par le même collectif Baras, rapidement expulsé par la police. Artiste ou sans-papier, choisis ton camp.

Ça nous a dégoûté, alors on leur a dit. On l'a aussi écrit sur leur façade. On se disait qu'on pourrait être plusieurs à leur rappeler ce qu'on pense de leur cas, par les moyens qu'on affectionne. C'est au 124 avenue Gallieni à Bagnolet, il y a plein de fenêtres à un jet de pierre du trottoir...

\* article paru sur [squat.net](http://squat.net) en février 2017

# SQUATSOLUTIONS ET CAMELOT EUROPE

---

## tissons des solidarités face au droit de propriété !

Si tu possèdes un bien immobilier (un studio, un appartement, un atelier) et que tu le laisses vide parce que « dans quelques années je pourrai le vendre/louer plus cher », ou parce que « je n'ai pas le temps de m'en occuper » ou bien car « c'est compliqué, on n'arrive pas à trouver une solution avec les autres co-propriétaires », il est possible qu'entre-temps des galérien.ne.s y trouvent un abri.

Il arrive souvent que pendant des années des appartements, voire des immeubles entiers, soient laissés vides par leurs propriétaires.

C'est à ce moment là que les « junkies » (comme le chef de Squatsolutions aime les définir) entrent en action. Ce sont des migrant.e.s, des chômeu.se.r.s, des précaires, des travailleu.r.se.s, des personnes seules ou avec famille, qui n'ont pas les bons papiers, les bons dossiers pour l'agence immobilière et/ou pas assez d'argent pour payer des loyers désormais exorbitants.

Au fil des années, des agences sont nées pour faire face au « problème » des squatteurs et des squatteuses.

Aujourd'hui, les plus connues sont Camelot Europe et Squatsolutions.

---

---

## QUI EST-CE ?

● **Squatsolutions** (<https://squatsolutions.com/>) se définit comme « leader européen spécialisé dans le rachat de biens en situation complexe ou problématique ». Ils rachètent tout bien immobilier squatté en l'état AVEC les occupants sans ni droit ni titre. Ils s'occupent aussi de gérer les indivisions conflictuelles.

Yan Collet, le responsable acquisition, a plusieurs collaborateurs : des notaires, des avocats (dont maître Raphaël Richemond et maître Grégory Cherqui), des huissiers de justice (dont maître Alleno), la police nationale, la police municipale, des mairies, des généalogistes, des syndicats de copropriété et des pompes funèbres. De plus, des agences immobilières des régions PACA, Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France lui envoient des dossiers immobiliers placés dans des « situations complexes ». Squatsolutions travaille uniquement en France.

● De l'autre côté, **Camelot Europe** (<https://fr.cameloteurope.com/>) est un spécialiste de biens vacants au niveau international.

Ce promoteur permet aux propriétaires de louer leurs locaux temporairement vacants pour pas cher, mais avec plein de contraintes pour les locataires : pas d'animaux, pas de tabac, pas d'enfants, pas de fêtes, pas plus de 18 mois d'occupation. Et un bon nombre d'obligations aussi : signaler tout dysfonctionnement ou toute intrusion illégale, respecter le règlement intérieur, etc. Des visites de contrôle sont prévues tous les mois pour vérifier le bon état du bâtiment.

Leur objectif est de surveiller et protéger les biens de leurs clients afin d'éviter que des gens les occupent illégalement. Avec cette démarche, ils permettent de créer de la plus-value sur les biens immobiliers. Leur slogan est « protection par occupation » (bleah !). Ils travaillent aux Pays-Bas (où ça a été créé, en 1993), en France, en Belgique, en Finlande, en Angleterre, en Irlande et en Allemagne.

## COMMENT CA MARCHE ?

*Squatsolutions.* Après avoir compris qui sont les occupants, ils commencent des procédures judiciaires pour les expulser. Lors des



---

---

procès, l'avocat de la boîte cherche à faire condamner les occupant.e.s à indemniser les propriétaires, mais souvent c'est des gens qui ne peuvent pas payer. Ils se chargent aussi de l'obtention de tous les diagnostics indispensables en vue de la signature du compromis de vente.

*Camelot Europe.* L'agence s'occupe de trouver des résident.e.s temporaires pour les immeubles à louer selon des critères de sélection très stricts. L'offre de résidence temporaire s'adresse à un public cible de travailleurs et travailleuses de tous âges, avec une préférence pour les célibataires. Pour vérifier la fiabilité des postulant.e.s, il y a un entretien où il faut fournir les documents originaux.


Tout ça c'est dégueulasse !

## **UNE AUTRE HISTOIRE DE CHASSE AUX PAUVRES ET DE CAPITALISME URBAIN**

Si on regardait les choses du point de vue de celles et ceux qui galèrent pour s'abriter plutôt que du point de vue des promoteurs et des pouvoirs publics qui livrent la ville au capitalisme urbain, l'histoire serait racontée d'une autre manière. Dans les faits, les inégalités sont criantes.

Parce qu'ils/elles ont besoin d'un endroit où se loger, les squatteurs/squatteuses essayent de s'installer dans un bien qui est laissé vide par son/sa propriétaire. Souvent, ces mêmes squatteurs/squatteuses ne peuvent pas accéder aux logements sociaux ou aux aides de l'État car ils/elles n'ont pas le bon bout de papier, ils/elles ne remplissent pas tous les critères requis ou bien parce qu'il n'y a pas assez de place pour loger tout le monde. Et à cause de ce système qui défend le droit de propriété et qui préfère spéculer plutôt que donner un toit à tout le monde, les squatteurs/squatteuses sont le plus souvent expulsé.e.s par la police sans aucune proposition sérieuse de relogement.

Parmi les occupant.e.s des bâtiments vides, certain.e.s squattent non seulement pour des raisons économiques mais aussi par choix politique, pour contrer la spéculation urbaine, pour faire vivre des espaces laissés à l'abandon et pour créer des dynamiques collectives hors du cadre institutionnel. Eux et elles aussi subissent le même traitement.



Face à cela, le squat nous apparaît comme légitime, voire salubre. Tandis que la possession de (plusieurs) biens immobiliers inoccupés (murés, surveillés, gardiennés) pendant des mois et des années nous semble, elle, ignoble et illégitime, comme toute forme de spéculation. Au lieu d'essayer d'empêcher tout type d'occupation illégale, il vaudrait mieux réfléchir aux problèmes sociaux existants et à la remise en question du modèle capitaliste et égoïste qui caractérise notre société.

Les entreprises comme Squatsolutions et Camelot Europe font du profit sur la galère des gens et encouragent l'affaiblissement des solidarités entre les personnes.

Il pourrait donc être intéressant de faire signe à ces entreprises cupides, juste pour leur rappeler qu'il ne suffit pas d'expulser les gens pour s'en débarrasser...

**Tissons des solidarités dans les quartiers  
et ne nous laissons pas faire !**

**Si le jeu c'est la chasse aux pauvres,  
nous ne voulons pas jouer avec vous.**

**La seule chasse qui nous plaît,  
c'est la chasse aux maisons vides !**

*\* Tract réalisé en décembre 2018*

# LA RÉSIDENTIALISATION : PRIVATISER L'ESPACE

## C'est quoi la résidentialisation ?

Gros mot qui vient tout simplement du terme « résidence » et renvoie au fait d'apporter un caractère privé à une habitation, ce qui lui donnerait alors un standing, parce que les portails, digicodes ou barrières sont associées à un standard élevé de type d'habitation. L'idée est de **rénover l'image d'un immeuble ou d'un quartier, en lui donnant un aspect chic, privilégié et protégé du monde extérieur.**

L'histoire de ce coup de neuf commence dans les années 1990 en France, d'abord avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), qui est renforcée en 2003 avec la « loi Borloo » puis avec les programmes PNRU, NPNRU, tous instaurent des mesures de rénovation des « *quartiers prioritaires de la politique de la ville* » (voir encadré).

En clair, **ces programmes proposent la transformation et la destruction partielle des quartiers pauvres et défavorisés.** Le renouvellement urbain standardise l'espace et intègre ces quartiers à des normes de villes

bourgeoises et pacifiées. En fait, il met souvent plus une couche de vernis sur des logements qui restent en piteux état à l'intérieur. Il fait disparaître les stigmates extérieurs de l'habitat social. La disparition symbolique est aussi physique, puisqu'une partie de ces rénovations entraîne le déplacement des activités des habitant.e.s en dehors de ces quartiers. Tout simplement parce que les nouvelles grilles empêchent l'accès à des espaces qui, avant, étaient fréquentés sans restrictions par les personnes du quartier (pelouses, jeux d'enfants, bancs, cheminements, ... etc). Le projet est de **transformer des quartiers défraîchis qui ne cachent plus une misère devenue trop voyante.**

De plus, cela apporte une plus-value. Proches de centres urbains avec l'urbanisation massive et connecté aux transports, ces quartiers sont plus attractifs. La rénovation urbaine opère comme un moyen d'augmenter la valeur symbolique des espaces devenus rentables pour la spéculation.

Là-dedans, la résidentialisation agit comme un point central en cherchant à mieux définir la distinction public/privé et à sécuriser les espaces. L'État (qui subventionne) veut transformer la trame urbaine des quartiers populaires, casser le modèle du grand ensemble et imposer des manières d'habiter pour soi-disant remédier aux problèmes sociaux.

**L'objectif correspond à une volonté sécuritaire, d'encadrement des pratiques sociales des classes populaires.** Dans le but de « gérer » les usages sociaux d'un territoire à travers la morphologie urbaine, la résidentialisation génère des dispositifs visant à discipliner les habitant.e.s. Malgré la volonté d'impliquer ces derniers dans les opérations afin de leurs « permettre l'appropriation des lieux de vie », ces résultats visent toujours à la

## LA RÉNOVATION URBAINE QU'EST-CE QUE C'EST ?

Il y a l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) créée en 2003, elle gère les QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville) pour le compte de l'État par le biais de subventions, en mettant en oeuvre le PNRU (Programme National pour la Rénovation Urbain) et le NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) depuis 2014.

---

---

normalisation de l'espace et des modes d'habiter vers un standard de vie unique. La distinction entre bon.ne et mauvais.e utilisateur/trice entraîne donc l'augmentation du contrôle social. Les solutions envisagées par les pouvoirs publics impliquent de limiter les « mauvais » usages de l'espace. C'est-à-dire de faire disparaître tout ce qui génère du conflit social.

Cela vient comme un mécanisme de régulation par l'état, car il craint celles et ceux qu'il a marginalisé et expulsé. Squat dans les cages d'escaliers, barbecue en bas de l'immeuble, réparations de voitures sur les parkings, parties de foot sur la route, etc. Les activités qui créent le lien social et qui renforcent les solidarités sont restreintes voir disparaissent complètement avec les nouveaux aménagements. **Le désir délirant de « tranquillité sociale » distillé dans l'ensemble de la population** quel que soit sa classe sociale, et le repli sur soi caractéristique de la société individualiste **explique l'acceptation sans opposition du renforcement sécuritaire dans l'urbanisme.**

Malgré tout, malgré la contrainte forte exercée sur ces quartiers, les habitant.e.s mènent parfois des offensives très embêtantes pour les pouvoirs publics et les bailleurs. On a ainsi pu voir des « maisons du projet »<sup>1</sup> finir en feu sur Paris, en banlieue ou ailleurs.

## **C'est quoi la résidentialisation à Montreuil ?**

A Montreuil, la montée en puissance de la folie

---

1 Maison du projet : dispositif de « démocratie participative » des pouvoirs publics qui consiste à installer un espace au milieu d'un quartier (au plus près des gens) et où sont organisés ateliers, réunions, etc lors de « dispositifs participatifs » pour faire croire que l'avis des habitant.e.s est pris en compte pour l'avenir de leur quartier.

sécuritaire est assez discrète quoiqu'elle se pare d'attributs bien visibles comme la multiplication de grillages et de digicodes. A l'initiative de bailleurs ou de copropriétés, une partie des bas d'immeubles se ferment et se privatisent.

Par exemple, avenue de la République, en face du Décathlon, il y a un ensemble de tours de logement social qui était ouvert, c'est-à-dire que n'importe qui pouvait traverser l'espace entre les immeubles pour aller plus rapidement rue de Paris, se poser sur un banc ou seulement se promener. Il y avait aussi une personne qui avait trouvé un abri sous le toit du hall d'entrée, et qui en avait fait sa modeste maison. Aujourd'hui tout cela n'est plus possible, car des grilles entourent toute la cité, et il faut un digicode pour y entrer. Un exemple parmi d'autres, cette fois dans le haut Montreuil, c'est la cité des Roches (rue des Roches) qui en 2018 est devenue « Résidence des Roches » suite à l'installation de grilles. Pour qui avait connu le lieu avant, **le paysage a complètement changé en faveur d'une montée en standing (à l'apparence) !** Cas similaire dans d'autres rues du quartier, les nouvelles constructions HLM ou non, sont aujourd'hui automatiquement fermées, les vieux immeubles eux sont transformés progressivement pour être aussi fermés.

Le Bas-Montreuil fait partie d'un grand programme de renouvellement urbain qui s'inscrit dans des financements d'État (le Plan National de Requalification des Quartiers Anciens et Dégradés). La résidentialisation progressive de plusieurs îlots d'habitation dans ce quartier s'inscrit donc dans les mêmes logiques de rénovation urbaine que celle en cours dans les quartiers de logements sociaux avec les programmes ANRU.





Immeuble Rue Voltaire, Montreuil.



Cité Avenue de la République, Montreuil.



Cité Avenue de la République, Montreuil.

Le quartier prend de la valeur chaque année et accueillent de plus en plus de personnes appartenant à classes sociales plus favorisées par rapport aux personnes qui habitent déjà le quartier. Un remplacement lent se met ainsi en place. La partie de la population qui s'installe, plus aisée, aspire à des types de vies urbaines leur permettant de protéger leur propriété, leurs privilèges et donc au contrôle de leur zone de vie. Le quartier change d'aspect et **l'une de ses évolutions principales s'inscrit dans la privatisation progressive de l'espace**. La vie dans ce quartier se replie sur le privé et se retranche à l'échelle du logement.

Les résistances sont très peu nombreuses et n'aboutissent pas à un empêchement de cette tendance sécuritaire dans le quartier. Alors les portes et les bas d'immeubles se ferment. Mais nous ne sommes pas dupes de cette supercherie, les digicodes et les barrières peuvent se détruire, et les bas d'immeubles se ré-ouvrir.

# LUTTER POUR HABITER



# 13 FAMILLES À LA RUE : ERRANCES ET LUTTES

**L**e 28 juillet 2016, une quarantaine de personnes, réunies en 13 familles, se font expulser de leur lieu de vie au 250 boulevard de La Boissière. Il s'agit d'un local d'activité désaffecté ni confortable ni vraiment digne pour y vivre à 40, mais au moins pratique pour les activités de la biffe et de la ferraille qui permettent à ces familles de subsister. Au moment de l'expulsion, elles vivaient à cette adresse depuis 6 ans. Elles avaient une convention d'occupation temporaire avec le propriétaire, la Ville de Montreuil.

L'année précédente, à l'automne 2015, la mairie avait déjà tenté de dégager ces 13 familles suite à un incendie qui s'était déclaré dans la parcelle d'à côté (qui était la baraque d'un homme qui avait été expulsé, avec 60 autres personnes, de la friche Barda rue de Paris, en mai 2013). **L'incendie tombait bien car le chantier de l'éco-quartier de la ZAC Acacia-Boissière (créée en 2010) allaient bientôt commencer.** Mais une certaine mobilisation autour de l'affaire avait, peut-être, contribué à retarder l'expulsion, qui s'est donc faite une année plus tard et au beau milieu des vacances d'été.

40 personnes, dont 19 enfants (dont plusieurs bébés et des filles et des garçons scolarisé.e.s en primaire et collège) se sont ainsi retrouvées à la rue. Elles ont essayé de s'installer (ou au moins de se poser) au parc des Beaumonts, sous les halles du marché de Croix de Chavaux et au square Marcel-Cachin **mais à chaque fois les flics les ont dégagés tout en jetant leurs affaires à la benne et en les menaçant de leur coller des OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français).** L'expulsion du square Marcel-Cachin a été particulièrement ignoble car elle a eu lieu à la veille de la rentrée scolaire 2016-2017.

Le groupe a longtemps « campé » place Jean-Jaurès, d'abord devant le théâtre et puis derrière, subissant tous les jours toute sorte de pressions policières. Certaines personnes ont essayé de s'installer à la friche Barda, mais au bout de 48h les flics les ont chassés. Onze personnes, dont 6 mineurs, ont occupé, fin septembre, un atelier rue Faidherbe. **Le lieu était vide et aucun permis de démolir n'avait été déposé. Pourtant, le proprio est venu avec des copains pour chasser les occupant.e.s,** puis, un matin à l'aube des flics en civil ont fait irruption dans la maison terrorisant tout le monde et tabassant une femme. Dans la foulée, le proprio a fait démolir le toit du bâtiment.

Dans les mêmes jours, un diagnostic social est mené par la Préfecture de Région comme d'hab' à la va-vite, via la plateforme régionale AIOS (Accueil, Information, Orientation, Suivi), spécial « *occupants des campements illicites d'Île-de-France* ». Suite à cela, sont proposés aux expulsé.e.s des nuits d'hôtel. La mairie, qui n'a pas arrêté de bassiner aux premiers concernés et aux personnes solidaires qu'il n'y avait que le 115 comme solution, est ravie. Bessac & co. sont soulagé.e.s de se sortir du pétrin soi-disant par le haut. Et les personnes solidaires légalistes – qui s'étaient dissociées de l'occupation de la rue Faidherbe – font pression sur les expulsé.e.s pour qu'ils et elles acceptent la fausse solution des hôtels. En effet, les hôtels sont très loin (Les Ulis, Fontainebleau, ...). On ne peut pas y faire la cuisine. Et il n'est pas pratique - et très coûteux - de faire des allers-retours quotidiens pour accompagner les enfants à l'école et pour le travail de la biffe/ferraille. Une partie des expulsé.e.s finit par accepter, mais revient au bout de quelques jours dans les tentes sur la place Jean-Jaurès car le rythme et les frais de transport sont intenable.



---

---

Entre temps, l'hiver est arrivé. Dans les tentes il fait très froid. Les « soutiens » sont divisés. Parmi les expulsé.e.s, la tension monte.

A la mi-décembre une nouvelle proposition est faite : il s'agit d'un lot de chambres groupées dans un même hôtel et dans une ville du département. Les familles seraient donc ensemble. On leur fait comprendre que si elles n'acceptent pas cette proposition des OQTF risquent d'être distribuées. Certaines personnes disparaissent alors dans la nuit avant le transfert. **Celles qui acceptent la proposition montent dans le bus qui est venu les chercher sans savoir où se trouve exactement l'hôtel et pour combien de temps elles pourront y rester.** Finalement, une seule grande famille passe l'hiver dans l'hôtel - qui s'avère être à Saint-Denis - tandis que d'autres partent en Roumanie.

Entre la mi-février et la mi-mars 2017, une bonne partie du groupe revient à Montreuil et s'installe aux abords du cimetière, avenue Jean-Moulin, avec des voitures qui servent d'habitations. La plupart des enfants est à ce moment déscolarisé. Les flics harcèlent le groupe avec des amendes, des brimades, des menaces. L'intervention de la mairie consiste en la distribution quasi quotidienne de sacs poubelles, car il faut bien sûr préserver le cadre de vie des Montreuillois.e.s. Un groupe de personnes solidaires parvient à convaincre un centre social municipal du secteur à organiser une soirée sur le thème des migrations et de l'accueil. Il serait évidemment question d'aborder aussi l'affaire des « 13 familles ». Tout est prêt, mais à la dernière minute la mairie menace d'annuler la soirée si le programme implique l'intervention de certains collectifs de lutte (ce qui est le cas).



Octobre 2018 manif devant la mairie avec les familles



---

Mi-octobre 2018, les pressions pour que les gens dégagent de l'avenue Jean-Moulin se concrétisent. Des voitures-maisons où les familles vivaient finissent à la fourrière. Les flics expliquent que d'ici quelques jours toutes les voitures subiront le même sort. **Une grosse mobilisation a lieu devant la mairie.** Le même soir, il semblerait qu'un agent de police (nationale ? municipale ?) indique au groupe une maison vide rue des Néfliers tandis que la mairie donne discrètement son accord pour qu'un petit terrain pas loin soit investi par l'une des familles. **Au bout de deux ans d'errance, ces 40 personnes ont ainsi retrouvé quelque chose qui ressemble à un toit dans la ville où elles ont choisi de vivre.**

Le Montreuillois (n. 8-21, nov. 2018) évoque vite fait l'événement dans une double page intitulée « *A Montreuil, en cas de coup dur une main se tend* ». La Ville y est décrite comme étant « *très impliquée dans l'insertion de la population rom* ». « *Les 13 familles qui campaient dans la contre-allée de l'avenue Jean-Moulin ont aujourd'hui trouvé abri dans un local inoccupé* ». Dans ce même numéro, la double page précédente est consacrée aux habitants du foyer Bara « *mis à l'abri dans les locaux vides de l'ex-AFPA* ». Dans les articles qui suivent on apprend que « *Ernest-Savart reçoit les femmes isolées et les familles avec enfants* » et que « *Montreuil est une des rares communes de la Seine-Saint-Denis à organiser volontairement l'accueil des SDF* ». Ah ! tout va bien dans le meilleur des mondes alors ... Quelle bande d'hypocrites ! Leurs mensonges nous font gerber.

## HORS CADRE / HORS BULLE

Une bonne partie des personnes expulsées du 250 boulevard de La Boissière se sont retrouvées en errance à plusieurs reprises pendant une dizaine d'années.

En novembre 2009, juste avant le Salon du livre de la jeunesse, elles avaient été expulsées de la friche Barda afin que les visiteurs du salon ne soient pas dérangés par la vision de leurs baraques auto-construites.

Les expulsé.e.s avaient ouvert quelques tentes et amassé les quelques affaires épargnés par les flics et les bulldozers sur le trottoir à l'angle rue Étienne Marcel-rue Gutenberg. Des personnes solidaires, y compris d'ailleurs des visiteur.euse.s du Salon, leurs avait apporté leurs soutiens et étaient entrées en lutte avec les expulsé.e.s.

En décembre, ces dernier.e.s s'installent sur un terrain avenue du Président Wilson, puis, à nouveau expulsés, certains d'entre eux ouvrent un squat dans le 20e, mais suite à un incendie se retrouvent à nouveau à la rue.

Pour connaître les détails de la période d'errance et de luttes 2009-2011 on peut lire la BD Dosta ! : <https://grandpapier.org/damien-roudeau/dosta>

# SQUAT GAMBETTA ET SAVART, RÉCUPÉRATION HUMANITAIRE

---

**D**u squat à la rue, à un autre squat à toujours la rue : histoire de l'occupation en rue Gambetta et d'une autre ouverture en non mixité qui dure moins d'un week-end.

Début octobre 2017, la mairie de Montreuil expulse une quarantaine de personnes qui squattaient un immeuble dont elle était propriétaire, situé 30 rue Gambetta. L'argument principal est qu'il y a une rumeur comme quoi les habitant.e.s se seraient fait escroquer par un homme qui leur avait fait signer un faux bail, et leur faisait donc payer un loyer assez cher. **Après leur expulsion, ces personnes restent plus de deux mois à camper devant l'immeuble, sans que rien ne se passe.** Les voisin.e.s sont solidaires : iels apportent de la bouffe, des couvertures et certain.e.s offrent un hébergement temporaire. Le projet de la mairie pour cet immeuble est de le céder au bailleur social Freha, qui prévoit d'y créer huit logements « très » sociaux (y laisser les gens qui y habitaient déjà et éventuellement les régulariser, ne serait pas mieux ?). En décembre les personnes commencent à partir de la rue à cause du froid et le samedi 9 décembre, en début d'après-midi, un nouveau squat ouvre au 17-21 rue Ernest Savart.

**Ce squat non-mixte, où s'installent environ 25 femmes, dont la plupart sont des migrantes venant de Côte-d'Ivoire, et qui ont été expulsées de la rue Gambetta,** a pour objectif d'être à la fois un lieu d'habitation et un lieu d'activités publiques ouvertes à toutes et tous. Le propriétaire du bâtiment est l'UGECAM, l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie. Ce bâtiment avait été laissé vide pendant longtemps, depuis l'ouverture de nouveaux locaux en place du Général de Gaulle.

Après une première visite de flics en voiture, la directrice de l'organisme propriétaire débarque. Elle est assez rapidement conciliante et envisage même un accord pour convention d'occupation, bail précaire ou autre. Elle se monte sensible à la situation. Mais son empathie ne sert pas à grand-chose car juste avant les 48 heures du constat d'occupation par les forces de l'ordre, en tout début d'après-midi le lundi 11 décembre, les flics arrivent en nombre, pour expulser le bâtiment, suite à un « arrêté préfectoral ». Évidemment, cela se fait en l'absence de la directrice de l'UGECAM, qui a pourtant sa part de responsabilité dans cette décision de mettre à la rue 25 femmes deux jours après leur avoir promis qu'elles passeraient l'hiver au chaud dans ce même bâtiment. Retenons que malgré la compréhension de prime abord de certains proprios, leurs changements d'avis potentiels en leur faveur ou les pressions qu'ils peuvent avoir, ne permettent en aucun cas de les considérer comme des alliés.

**Ce lieu devient quelques mois après un Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU).** Étrange coïncidence, car ce n'est pas la première fois qu'une occupation devient un centre d'accueil après son expulsion (*voir encadré page suivante*). Qu'est-ce que nous devons en tirer de tout ça ? Que les initiatives spontanées et non-institutionnelles d'auto-organisation sont reprises par les institutions dès qu'elles le peuvent, et parfois par le tissu associatif « collabo », pour en faire la même chose, sous un autre nom, et avec plus de flicage et de contrôle social. Ils veulent s'en approprier, les gérer à leur sauce et mettre leur firme dessus en tuant toute liberté individuelle et ne laissant pas les habitant.e.s se gérer eux mêmes et à leur manière.

---

---

## DU SQUAT AU CHU

Des occupations qui se font récupérer par les institutions et transformer en centre d'hébergement d'urgence nous pouvons en trouver deux autres exemples à Paris (et sûrement d'autres ailleurs) : le lycée Jean Quarré à Place des Fêtes et le Stendhal, squat qui été au 5, ensuite puis au 50, rue Stendhal. Le premier, ancien collège désaffecté, est occupé le 31 juillet 2015 par environ 700 migrant.e.s (qui seront plus de 1 300 vers la fin de l'occupation). Avant, ils et elles s'étaient fait expulser de leur campement, le scénario se répètera avec le lycée, le 23 octobre 2015. Le second, rue Stendhal, est occupé par un collectif culturel et artistique pour organiser des expositions, événements, spectacles vivants, ateliers, des réunions, etc. Le collectif sera expulsé en mai 2014.

Le bâtiment du lycée Jean Quarré, après l'expulsion, est mis à disposition des associations par la Mairie. Et le 3 février 2016 il devient un CHU de 150 places, géré par Emmaüs Solidarité (qui se la pète pour cet acte de solidarité incroyable). Ceci est un exemple clair de la manière dont les associations humanitaires, en lien avec les pouvoirs publics, récupèrent les actions qui ne viennent pas d'eux pour en tirer profit à la faveur de leurs politiques pour des questions électoralistes ou de subventions.

De l'autre côté, le 15 mars 2017, le 5 rue Stendhal devient un centre d'hébergement de 90 places pour jeunes hommes de 18 à 27 ans, géré par le Centre d'action sociale de la ville de Paris (CASVP<sup>1</sup>).

---

1 Établissement public qui anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune parisienne, en étroite liaison avec le Département, les institutions publiques, les associations et différents organismes.

On reproduit ci-contre le tract qui explique la démarche des squatteuses, et notamment le fait que le tribunal administratif a condamné la Ville de Montreuil à reloger les expulsées du 30 rue Gambetta. Mais la Ville ayant fait appel de la décision, celles-ci restaient sans logement, d'où cette nouvelle ouverture de squat.

*Le tract écrit par les habitantes du squat Savart*

----->

Dans les rares cas où l'Etat nous propose des solutions d'hébergement, elles sont très temporaires, parfois sans chauffage ou eau chaude et surtout, tellement éloignées qu'elles nous isolent de la « famille » que nous avons commencé à trouver ici, et ralentissent nos démarches.

## NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE

Dans la capitale, plus de 200.000 logements sont inoccupés ! ● ●  
Pourtant, les pouvoirs publics peinent à nous trouver des solutions de relogement ?  
Tant pis ! Agissons !

Pour aider le président français à tenir sa promesse qu'il n'y ait plus un.e migrant.e dans la rue à partir du 1er Janvier 2018...  
Nous avons nous même trouvé où bien vivre!

**Nous nous sommes installées au 17/21 rue Ernest Savart, dans un bâtiment situé sur un terrain appartenant à la ville de Montreuil, non-utilisé depuis 1 an sur lequel aucun projet ne semble voir le jour.**  
Ces locaux sont en bon état et disposent de l'électricité et du chauffage.  
Nous en ferons notre « chez nous » pour l'hiver et plus...  
Une maison familiale accueillant 25 femmes, seules ou en famille.  
Nous y mènerons une vie plus digne, respectueuse de chacune d'entre nous comme de nos voisin.e.s et de notre environnement. Nous ouvrirons régulièrement nos portes à des activités publiques ouvertes à toutes et/ou à tous.

**Nous comptons sur vous dès à présent pour venir participer à la vie du lieu et partager les premiers moments !**

Des gros repas, des projections de films, des atelier de théâtre, de peinture ou d'informatique... par exemple...



LES FEMMES EXPULSÉES DE GAMBETTA  
LES HABITANTES DU 17/21 RUE ERNEST SAVART  
ASSOCIATION ASPHALTE



# JOUONS CARTES SUR TABLE : SQUATS ET EXPULSIONS

**E**n avril 2018 le collectif *Prenons la Ville* a fabriqué une carte des expulsions du bas Montreuil et d'une partie de Bagnolet.

## Pourquoi une carte ?

D'abord, pour montrer ce qu'il se passe : on expulse, il y a de gros problèmes de logement. Le quartier se transforme, le Grand Paris arrive à grand pas !

## Pourquoi ce périmètre ?

Parce que Montreuil et Bagnolet sont des villes où certain.es d'entre nous habitent, parce qu'on s'y retrouve souvent, qu'on s'y organise.

## Qu'est-ce qu'on veut dire par « expulsion » ?

Lorsqu'on est poussé hors de son logement ce sont les forces de l'ordre ou de gros bras qui viennent nous déloger, c'est le feu qui nous fait fuir, ou la pression qui est telle qu'on en vient nous-mêmes à quitter le logement - parce qu'on est juridiquement expulsable, parce qu'on subit des menaces... On peut être dans plein de situations différentes avant de se faire expulser : on a arrêté de payer son loyer, un petit pavillon abandonné nous a tendu la main, on plante sa tente sur un bout de pelouse ou de trottoir, on dort dans sa voiture...

Si on a mis toutes ces histoires sur la même carte, **c'est parce que chaque expulsion n'est pas un phénomène isolé. Elle s'inscrit dans une logique plus large** : la défense de la propriété privée bien sûr, mais aussi, particulièrement pour nos contrées, une transformation urbaine visant à repousser plus loin du centre beaucoup de personnes ayant peu de moyens et ne correspondant pas à la nouvelle image de la ville

que le capitalisme tente de dessiner. Or récemment, pouvoirs publics et entreprises privées se donnent la main pour accélérer le changement de certains quartiers. Ils parlent de « requalification », de « renouvellement », ils dessinent des ZAC, des ZSP et signent des PNRQAD... Plein de mots compliqués avec lesquels ils voudraient nous faire croire qu'ils rénovent pour le bien de tou.te.s. En réalité, très rares sont les personnes qui sont relogées et rarissimes sont celles qui sont relogées sur place. La plupart des personnes expulsées ne sont pas relogées du tout et se retrouvent exclues du quartier dans lesquelles elles habitaient.

Alors on a eu envie de montrer tous ces « rayés de la carte », de rendre visible ce qu'on cache habituellement, de se souvenir, de garder des traces. De faire une carte différente de celles proposées par les spécialistes que l'on a l'habitude de voir.

Cette carte est donc en cours de fabrication, c'est une carte collective : à chacun-e d'y ajouter des informations. Les limites de la carte ne demandent qu'à être élargies ; à plus nombreux.euses, ce sera sans doute plus facile.

Et on abat nos cartes !

**L'idée de cette carte est aussi de créer des rencontres, des discussions. De favoriser entraide et solidarité. De s'organiser contre les expulsions, de s'opposer ensemble à la restructuration urbaine actuelle et à ses dynamiques de tri et d'exclusion.**

Le projet est de la compléter (et pourquoi pas de l'agrandir à toute la région parisienne ?), alors n'hésitez pas à faire signe si vous avez des infos.

Et voilà là carte avec la mise à jour de mai 2020 !  
(voir page suivante)

----->







# DES LIEUX TOUJOURS VIDES, ON VOUS FAIT LA LISTE ...

---

**M**ise à jour depuis l'En-ville 2 en ce mois de mai 2020, les lieux vides le sont toujours et si ça continue, ils le seront encore longtemps.

## --> Rue Barbès, Montreuil

Pavillon jadis occupé par une famille locataire, il est vide depuis plusieurs mois quand des migrants à la rue essayent de l'occuper pendant l'hiver 2012-2013. Une porte anti-squat est posée dans la foulée. Un grand projet concernant le pavillon et plusieurs parcelles avoisinantes, à peine esquissé, fait feu vers 2015. Le pavillon est toujours vide.

## --> Squat de la Frat', Montreuil

Ouvert en 2007 par des familles à la rue avec le soutien des plusieurs riverains, le bâtiment est vidé de ses habitant.e.s en juin 2012. Une partie de ces dernier.e.s est relogée, dans le cadre de la MOUS Rom, dans les logements-passerelle de la rue Émile Zola. Celles et ceux qui soi-disant ne rentrent pas dans les critères de la MOUS bâtissent un bidonville sur la friche Barda (rue de Paris). Le bidonville sera expulsé début mai 2013. Ses 60 habitant.e.s se retrouvent à la rue avec quelques propositions de relogement en chambre d'hôtel pendant quelques jours. Tant le bâtiment sis place de la Fraternité que la friche sont depuis inoccupés et visiblement sans projet.

## --> Rue Bara, Montreuil

Ce pavillon avec jardin est vide depuis plusieurs années quand des personnes migrantes à la rue l'occupent un samedi matin de 2016. Le lundi, le propriétaire possédant plusieurs parcelles dans ce même îlot – fait expulser tout le monde, pose l'énième porte anti-squat du quartier et fait murer toutes les fenêtres.

## --> Rue Rapatel, Montreuil

Appartenant au Conseil Départemental, ce grand lieu (bâtiment + espace vert) a été longtemps délaissé par le proprio. Plusieurs fois occupé et expulsé, il l'est une fois de plus fin avril 2013. Cette fois-ci ce sont 80 personnes migrantes (le naissant collectif Baras), à la rue depuis 2 mois, qui s'y installent. Ils se font violemment expulser le 6 mai 2013. Actuellement, il y a un permis de construire affiché sur la façade, le bâtiment est vide.

## --> Ancienne PMI rue Voltaire, Montreuil

En automne 2011, des négociations informelles entre la mairie et le proprio (une société immobilière « solidaire ») permettent à des familles expulsées en juillet du squat des Sorins d'occuper le bâtiment en rue Voltaire, vide suite à la fermeture de la PMI. En 2013, face à la menace d'expulsion, des copines se mobilisent au côté des habitant.e.s de l'ex-PMI. Les accords sont renégociés en faveur des occupant.e.s. En octobre 2014, l'expulsion à lieu. Les familles sont relogées la veille dans une autre ville du département. 20 personnes, dont 3 femmes, passent des longues semaines dans un campement installé en mode lutte au square de la République. Le proprio avait déclaré avoir hâte de récupérer l'immeuble pour y installer une structure dédiée aux personnes sortant de prison. Depuis, bien muré comme il faut et protégé par le regard plein de zèle de certain.e.s voisin.e.s, le lieu est vide.

## --> Le Transfo, Bagnolet

Squat d'habitation et d'activité occupé en novembre 2012 par une vingtaine de personnes (migrant.e.s, militant.e.s, galérien.ne.s, les trois à la fois, ...). Il est expulsé manu militari à l'aube du 23 octobre 2014. Zéro proposition de relogement. A la place



---

---

des locaux d'activité surgit actuellement un grand immeuble d'habitation. Des jeunes tchadiens essayent de ré-occuper le lieu en début juin 2019, mais ils se font expulser. Les appartements donnant sur l'avenue de la République demeurent vides et gardiennés.

#### **--> Avenue du Président Wilson, Montreuil**

Un grand pavillon avec jardin, appartenant à une fondation pour la recherche médicale, occupé depuis mai 2013 par le collectif Baras est expulsé en juillet 2015. Des travaux semblent se mettre en route par la suite, mais le chantier n'a jamais vraiment démarré.

#### **--> Rue Carnot, Montreuil**

Un grand pavillon avec jardin, vide depuis longtemps, est occupé en août 2015 par plusieurs dizaines de personnes du collectif Baras qui viennent de se faire expulser de leur lieu de vie. Quelques jours plus tard ils se font expulser de là aussi, et le lieu reste vide.

#### **--> Salamatane, Montreuil**

C'est l'histoire d'une association d'artistes qui occupe avec un bail précaire, depuis plusieurs années, un bâtiment sis au 119 bis rue de Paris. Avec le temps, le bail arrive à échéance et la mairie, propriétaire des locaux, fait le mort face aux demandes de négociation des habitants. Le 18 janvier 2017, l'expulsion a lieu. 20 personnes se retrouvent à la rue sans solution de relogement. Cette semaine-là il fait jusqu'à -8 degrés la nuit. Les expulsés dorment pendant plusieurs semaines dans des tentes devant l'immeuble. Depuis, la maison est vide.

#### **--> Rue Faidherbe, Montreuil**

Un atelier vide depuis longtemps est occupé mi-septembre 2016 par l'une des familles qui est à la rue depuis fin juillet suite à l'expulsion du 250 boulevard de la Boissière (propriété de la Ville). Le 20 septembre à l'aube la police débarque, tabasse, terrorise les enfants et expulse tout le monde. Le même matin, le proprio fait démolir le toit de l'atelier. Il n'a rien déposé comme permis de démolir/construire mais il est grave pressé de récupérer son bien. Une plainte est déposée à l'IGPN et le défenseur des droits est saisi. Si la plainte est classée sans suite, le défenseur de droit constate, en mars 2018, le caractère illégal de l'expulsion. Il définit aussi non nécessaire et disproportionné l'usage de la force de la part des flics. L'atelier, lui, est toujours vide.

#### **--> Ancien Pôle Emploi, rue René Alazard, Bagnolet**

Occupé par le collectif Baras, expulsé du bâtiment Emerson en août 2014, le proprio s'agite de plus en plus pour récupérer son bien. Il sollicite la mairie, qui sollicite le préfet d'IdF, qui sollicite les occupants par le biais d'un travailleur social allant sur place leur jouer du pipot. En juin 2017, l'expulsion a lieu. 100 personnes environ se retrouvent encore une fois à la rue. Le proprio a plein de projets et a hâte de rentabiliser son bien car, nous dit-il, à cause de l'occupation il est limite en faillite. La limite devait être large car l'immeuble est toujours muré et vide.

---

### --> Rue Gambetta, Montreuil

L'immeuble délaissé, appartenant à la Ville, est occupé en août 2017 par plusieurs dizaines de personnes migrantes, dont des enfants et des femmes enceintes. L'expulsion, sans proposition de relogement, a lieu le 6 octobre 2017. Les expulsé.es dorment pendant plusieurs semaines dans des tentes devant l'immeuble. Des riverain. ne.s et le DAL soutiennent leur lutte. Fin octobre, une décision du TI de Montreuil condamne l'expulsion demandée par la mairie (car illégale) et somme celle-ci à reloger les habitant.e.s. Depuis octobre 2017 le bâtiment est en chantier pour être réhabilité et créer 8 logements « très » sociaux.

### --> L'écharde, rue Garibaldi, Montreuil

Squat d'habitation et d'activité rue Garibaldi, il est ouvert le 1er octobre 2018, le jour même où le collectif Jardins d'Alice «rendent les clés», après 3 ans de bail. L'Écharde est expulsée le 27 mars 2018. Avant l'automne 2015, ce grand bâtiment vide a été gardienné pendant plusieurs années. On verra pour combien de temps encore l'EPF-IdF, qui en est propriétaire, le gardera inoccupé (les travaux n'ont toujours pas commencé, le bâtiment est actuellement vide).

### --> Rue Michelet, Montreuil

Un immeuble délaissé occupé par une trentaine de personnes migrantes depuis plusieurs années. Expulsion musclée et sans proposition de relogement le 2 mai 2018. Quelques jours plus tard sur la façade du bâtiment apparaît la pub de Squat Solution.com. (*voir article p.22*) Aujourd'hui en novembre 2019, l'immeuble semble avoir été restructuré et remis sur le marché, mais les logements eux ont l'air plutôt vides.

### --> Squat Robespierre, rue de Paris, Montreuil

Un café abandonné et 2 étages occupés en mode furtif par une vingtaine de mecs en galère. Le lieu est expulsé à deux reprises en 2017 et à l'été 2018. Un incendie s'y déclare quelque temps après. Depuis il est muré et vide.

# L'ÉCHARDE, SAUTER SUR L'OCCASION

**L**undi 1er octobre 2018, alors que des artistes du Jardin d'Alice allaient sagement rendre les clefs du bâtiment situé au 19 rue Garibaldi à Montreuil, une trentaine de personnes ont perturbé leur plan en occupant le lieu. Effectivement, c'était une occasion à ne pas rater ! Après 3 ans de gardiennage, cet endroit devait être rendu au géant de l'immobilier Nexity qui gère le bâtiment pour le compte de l'EPFIF (Établissement Public Foncier de la région Île-de-France) – voir encadré.

Mais pourquoi des artistes occupaient le bâtiment ? Pour mieux comprendre, il faut d'abord parler de ce que l'on définit habituellement par « squat d'artistes ». Né dans les années 1990, (peut-être avant), ce concept identifie une occupation illégale par des artistes de toutes sortes. Malgré leur volonté de pratiquer un art de manière libre, en dehors du cadre institutionnel, la plupart des « artistes-squatteurs » ont eu depuis le début des démarches visant à se faire bien voir des « pouvoirs publics », des institutions. Et ceci, afin de se faire légaliser et d'obtenir un bail précaire, leur permettant pouvoir rester le plus longtemps possible dans les lieux. Dès le début, ils activent donc une séparation entre bons squats « utiles socialement » et mauvais squats « dangereux pour la paix sociale ».

**Et la machine spéculative-marchande de l'État a compris très vite qu'elle peut tirer profit de ce concept sympathique et pas très subversif.** Les mairies, les Conseils Régionaux, les entreprises ou d'autres organismes institutionnels ont commencé à attribuer des bâtiments vacants, ou des friches urbaines, directement à des collectifs d'artistes, afin de les occuper temporairement, en attente de la mise en place du projet officiel (souvent pas encore clair dans la tête du propriétaire) - des bureaux ou des logements neufs dans la majorité des cas. L'étape initiale de l'occupation illégale a donc été substituée,

dans la plupart des cas, par une attribution légale, à l'aide d'outils techniques tels que des appels à projet ou à manifestation d'intérêt (AMI)<sup>1</sup>. La présence, de plus en plus bien vue, de ces lieux conventionnés permet à une collectivité locale, selon le discours officiel, d'avoir une animation culturelle et artistique « alternative » et d'offrir à ses habitant.e.s des espaces d'expérimentation accueillants en dehors du cadre institutionnel. **Mais derrière ce beau discours, il n'y rien de tout ça.** Ce sont des espaces où les logiques marchandes se reproduisent, et où les publics participant aux initiatives sont toujours les mêmes : ceux qui contribuent à faire augmenter les prix

<sup>1</sup> Ce sont des mécanismes mis en place par les financeurs pour l'attribution d'une subvention.

## C'EST QUOI L'EPFIF ?

« L'EPF-Île-de-France est l'opérateur public foncier des collectivités franciliennes. Sa mission : accroître l'offre de logements et soutenir le développement économique », annonce le site. En gros, **il achète du foncier (du terrain) à des collectivités locales pour le requalifier et le revendre, à priori sans en faire augmenter le prix.** Il a prévu d'acheter les terrains qui accueilleront le futur village olympique des JO 2024. Il est également propriétaire d'une grande partie des terres du Triangle de Gonesse, où devait être construit EuropaCity, un méga projet de commerces et loisirs porté par le groupe Auchan et le groupe Wanda, et qui a été abandonné en novembre 2019. Le bâtiment squatté par le Landy Sauvage à Saint Denis lui appartient aussi. Et aussi surprise ! Les trois parcelles de Mécasolid sont à lui et la maison rue des Néfliers squattée par les Rroms.

du quartier. Ce sont des espaces extrêmement normés, a-critiques et « apaisés » **où les activités politiques et toute remise en cause sociale, sont volontairement laissées à l'écart pour éviter tout conflit avec les chères institutions qui ont attribué le lieu.**

Mais pourquoi parle-t-on de gardiennage alors ? C'est souvent écrit dans le contrat d'occupation précaire signé par les occupant.e.s : la présence dans les lieux d'un collectif choisi par le propriétaire a la fonction de garder un endroit afin d'éviter toute occupation de la part de squatteuses. C'est un rapport gagnant-gagnant : le propriétaire évite les frais de gardiennage, et perçoit un loyer. Et le collectif ou groupe d'artistes a, pendant un certain temps, un lieu où pratiquer son art. Par contre, il y a toujours des gens qui dorment à la rue, ou qui galèrent, qui n'ont pas de logement. Et l'image de la ville change à la faveur des bourgeois : cette manière **d'occupation temporaire à l'apparence « cool », rentre parfaitement dans des dynamiques spéculatives et de protection de la propriété privé** qui empêchent toute expérience ou initiative spontanée, autogérée et non institutionnelle.

Mais revenons à l'histoire de l'Écharde, le squat qui se forme au moment de la remise des clés par les artistes. Depuis le début, ce lieu, en plus d'être habité par des personnes, devient **un espace d'auto-organisation et d'activités politiques, notamment autour du logement, contre les frontières, la taule, et toutes les formes d'enfermement.** Le souhait était de faire résonner les luttes qui existaient déjà et être « *un espace d'élaboration pour attaquer ce qui nous opprime* ».

Des rendez-vous réguliers étaient proposés : permanence de l'infokiosque l'Épinoche (tous les

lundis), bar à prix libre (tous les jeudis), assemblée du lieu (tous les dimanches) et des repet' d'une batucada<sup>2</sup>. D'autres événements ponctuels étaient organisés, comme des rencontres anti-carcérales, des cantines ou des soirées de soutien (notamment à Bure ou à un collectif anti-spéciste), des projections et des groupes de lecture. On trouvait aussi à l'Écharde un espace de gratuité. Ce lieu se voulait anti-autoritaire et anticapitaliste, un espace non-marchand, et contre toutes les formes de domination, sans partis ni syndicats.

Mais le mardi 4 décembre 2018, le squat est assigné au tribunal d'instance de Montreuil pour une procédure d'expulsion. Le procès a eu lieu dans une petite salle prêtée par la mairie pour l'occasion car la veille un incendie volontaire avait endommagé le bâtiment du tribunal. **C'est l'avocat du Jardin d'Alice, défenseur de nombreux « squats d'artistes », qui attaque le plus la pratique des squatteuses.** La justice n'a pas accordé le moindre délai aux habitant.e.s, néanmoins les activités ont continué à l'Écharde jusqu'au 27 mars. Ce jour là, au petit matin, l'expulsion du lieu met fin à cette expérience d'auto-organisation de 5 mois dans le bas-Montreuil. Pour conclure, nous ne répéterons jamais assez que le conventionnement d'immeubles vacants par des collectifs d'artistes **est, la plupart du temps, une pratique anti-squat et une arme de gentrification** permettant à des propriétaires de se faire payer un loyer par les artistes plutôt que d'embaucher des vigiles ou de laisser des « occupants responsables » potentiels à l'État ! Squat partout !

*(Si vous voulez plus de détails sur cette histoire urbaine, allez sur le site [Paris-luttes.info](http://Paris-luttes.info) ou sur [Squat!net](http://Squat!net), il y aura des articles !)*

<sup>2</sup> Genre de musique avec des percussions traditionnelles du Brésil, souvent présent durant les manifestations en France, et ailleurs.





Façade de l'ex-Jardin d'Alice nouvellement Echarde.

# OCCUPONS LES MAISONS, DÉTRUISONS LES PRISONS

Le 16 février 2018 a lieu à Montreuil une manif en solidarité avec les squats, les lieux auto-organisés et toutes les personnes en galère de logement. Il y a environ 250 personnes. Avant le départ, des prises de parole s'enchaînent (pourquoi cette manif, le collectif Baras, un petit récit de l'histoire d'A., sur l'occupation à l'université de Paris-8, le collectif Gambetta, ...). Ensuite la manif part : des tracts sont diffusés, des affiches collées, des slogans contre la taule (et pas que) sont entonnés, des tags sont faits et des oeufs de peinture sont lancés principalement sur des agences immobilières et des banques. La manif a donc plutôt bien réussi !

Voici la jolie affiche qui a été collée dans la rue



## Des problèmes de logement à Montreuil ?!



Bah oui ! Ici c'est une galère de se loger quand on n'a pas les bons papiers, les bons garants, la bonne fiche de paie ou des problèmes avec la CAF. Une galère pour celles et ceux qui ne veulent pas, ne peuvent pas se plier à toutes les conditions que demandent les propriétaires, attendre des années pour un logement social, serrer les dents à chaque réforme des APL.

En juillet 2016, plusieurs familles de Roms sont expulsées de leurs logements à la Boissière par la mairie et se retrouvent à la rue ; les Baras, collectif de sans-papiers, après plusieurs ouvertures et expulsions sont contraints de quitter Montreuil ; en décembre 2017, une trentaine de femmes déjà expulsées deux mois plus tôt par la mairie, se fait virer d'un bâtiment rue Ernest Savart ; le foyer Bara se fait détruire à petit feu, régulièrement de nouvelles habitations sont murées ; en 2017, de nombreuses autres personnes sont expulsées de leur logement.

Ça se passe à Montreuil, mais ça pourrait être ailleurs, dans le « Grand Paris » à venir ou dans n'importe quelle ville concernée, notamment par la restructuration urbaine et la gentrification.

Ici et ailleurs, l'État, la mairie, les spéculateurs et les flics, avec la collaboration de quelques citoyens-vigilants, font la chasse aux plus pauvres en augmentant le coût de la vie, en laissant se détériorer leurs conditions d'existence pour les pousser au départ, quand ce n'est pas simplement en les expulsant.

Alors que des logements sont vides et des gens à la rue, ils sont à l'affût de toute occupation d'une maison ou d'un bout de trottoir, usant de toutes les « armes » en leur possession, arrestations, contrôles, coups et pressions.

Ils ont la loi pour eux et quand ce n'est pas le cas, ils la modèlent à leur guise.

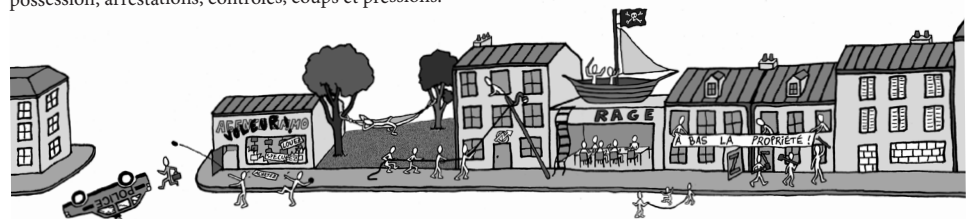
La justice, trouve par exemple des moyens de pénaliser le squat, en inculquant les personnes de dégradations ou de vol. Une personne est en prison à Fresnes depuis octobre 2017, accusée de vol lors d'une tentative d'ouverture de squat à Arcueil, et en novembre trois personnes ont passé une semaine en prison avant d'être relaxées pour une supposée tentative de vol dans un logement vide à Montreuil.

Par sa politique du logement, couplée à diverses mesures sécuritaires, l'État trie, gère et met la pression sur les plus précaires, traçant des chemins entre le centre d'hébergement d'urgence et le centre de rétention, la cité HLM et la prison, pour qu'au final tout le monde marche au pas.

Refuser de se soumettre à ces logiques, c'est pouvoir profiter parfois d'un logement plus décent, c'est tenter d'échapper au contrôle de nos vies (travail, papiers...), c'est expérimenter des situations de solidarité, d'entraide, de débrouille, c'est pouvoir remettre en cause concrètement la propriété.

**Tant que ce monde s'appuiera sur la propriété, tant qu'il y aura des gens à la rue, tant qu'il y aura des prisons, nous continuerons à occuper des maisons et à prendre la rue !**

**Occupons les maisons,  
détruisons les prisons !**



**Manifestation**  
**vendredi 16 février 2018, 19 h**  
**entrée de la rue piétonne,**  
**Croix de Chavaux, Montreuil**

# TENTATIVE DE VOL PAR EFFRACTION EN RÉUNION

**D**ans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 novembre 2017, trois copines ont été contrôlées dans une rue de Montreuil et emmenées au commissariat. Un « **voisin vigilant** » les aurait vues à proximité d'une maison inoccupée et a appelé les flics.

Elles ont alors été placées en garde-à-vue pour : **«tentative de vol par effraction en réunion»**. Elles n'ont rien déclaré durant la GAV et ont refusé de donner leurs empreintes et photos, ce qui leur vaut d'être également poursuivies pour **«refus de signalétique»**. **L'une d'entre elles est également accusée de «provocation à s'armer contre l'État»** sans qu'on sache à quoi se réfère ce dernier chef d'inculpation.

Après plus de 24h de garde-à-vue elles ont été déférées au TGI de Bobigny le jeudi 16 pour passer en comparution immédiate. Toutes les trois ont refusé d'être jugées immédiatement et ont demandé un report afin de préparer leur défense. N'ayant pas pu être assistées de l'avocat.e de leur choix, elles se sont retrouvées avec une avocate commise d'office qui a refusé en partie de jouer son rôle de défense des inculpées. Le procureur demande le mandat de dépôt pour les trois dans l'attente de leur procès. Lorsque la juge annonce la mise en détention des trois copines jusqu'au procès fixé le 7 décembre, des cris de rage et de protestation fusent dans la salle et **les flics dégagent tout le monde en bousculant et en frappant, taser à la main, d'abord de la salle puis du tribunal.**

Sans s'avancer sur les circonstances exactes de ces arrestations, il est de plus en plus fréquent que des histoires d'ouverture de squats soient qualifiées de « tentative de vol par effraction » pour justifier des grosses amendes et des peines de prison ferme. Un rassemblement de solidarité

sera organisé le 18 novembre. Ensuite, les trois personnes font une demande de mise en liberté (DML), qui est acceptée et **elles sortiront de prison le 23 novembre en attendant leur procès en décembre.**

Le jour du procès, une centaine de personnes se sont retrouvées au tribunal de Bobigny en solidarité avec les trois personnes en procès pour tentative de vol. Nous n'allons pas faire ici le récit de cette journée, car il est trouvable en ligne sur Squat.net\*, mais nous rapportons seulement la décision de la justice.

Finalement, **la relaxe totale est prononcée**, avec annulation de la garde-à-vue pour la copine, entre autre lié à un vice de procédure pendant la garde-à-vue.

**Crève la propriété et la justice, et leurs défenseurs !**

**Liberté pour tou.te.s !**



*\* Cet article est fait à partir d'un copier-coller de différents articles apparus sur Squat.net.*



# MÉCASOLID, LE GARAGE SOLIDAIRE PLACE DE LA FRAT'

---

---

**D**epuis mars 2019, Mecasolid, atelier de réparation auto-moto, a ouvert au 161 rue Étienne Marcel. Nous avons rencontré trois membres de l'association, Simon, Laurie et Vincent, pour qu'ils nous expliquent dans le détail leur projet. Voici l'entretien !

*> Alors, c'est qui et quoi Mecasolid ?*

**Simon :** Mecasolid à la base est un atelier de mécanique solidaire auto-moto. Pour faire la petite histoire, c'est à l'époque du Transfo<sup>1</sup> qu'avec une autre personne on a commencé à bricoler les voitures des ami.e.s et des camarades autour de nous. Du coup, il y a eu l'idée de créer une sorte de structure un peu plus carrée. Après que le Transfo s'est fait expulser, le projet est resté un peu en stand-by. Début 2019, il y a eu l'occasion avec le 161 rue Étienne Marcel. On l'a occupé et on a pu lancer ce projet. On est là depuis mars 2019. L'idée est d'apprendre aux gens les bases de la mécanique pour qu'ils et elles sachent faire face à leur galères de bagnole tout.e.s seul.e.s. On aide donc les personnes à réparer leur caisse.

**Laurie :** Moi, je suis là depuis le mois d'avril 2019. Bébé mécano, j'avais l'idée de faire un CAP plus tard, mais c'est avec eux que j'ai appris des choses. Maintenant, je suis entrée en formation, donc j'ai moins de temps à dédier au garage. On est une équipe de mécanos, à la base il y avait deux meufs, dont moi, et 4 mecs (dont Simon), dont deux très occupés avec leur taf. L'autre meuf est partie, donc je suis la seule.

*> C'est quoi l'idée qu'il y a derrière tout ça ?*

**Simon :** Mecasolid, ce n'est pas pour faire de la mécanique au black ou se faire de l'argent. Tel que moi je le conçois, c'est une façon de militer, de faire de la solidarité de classe. C'est pour ça qu'on a décidé que l'argent ne va pas dans les poches des mécanos et des mécaniciennes. Notre activité se fait sur le temps libre de chacun.e. Pour prendre rdv, il y a un numéro de téléphone et un Facebook. Le téléphone tourne entre nous. On prend contact, on voit le problème, on voit les dispo des mécanos et après on prend rdv.

**Laurie :** Je veux ajouter que ce n'est pas un service qu'on offre aux gens. Quand quelqu'un.e vient pour réparer sa caisse, on travaille avec elle/lui, sinon cela ne nous intéresse pas.

*> Quel est votre rapport à l'argent ? Combien on paie pour réparer sa caisse ?*

**Simon :** L'adhésion est à prix libre. Les gens donnent ce qu'ils et elles peuvent. Et après, tout ce qui est de l'accompagnement à la réparation, c'est du prix libre respectueux de notre travail et du temps qu'on a passé avec elleux. L'argent c'est juste pour acheter du matériel, des outils, commencer des nouveaux chantiers, ce n'est pas pour nous. Donc c'est dans l'intérêt de tout le monde qu'il y ait de l'argent qui rentre. Pendant la journée, il y a des référent.e.s qui sont là pour gérer le matériel, mais tout est commun. Si quelqu'un.e veut venir pour réparer toute seul.e sa voiture, c'est possible.

**Laurie :** Les personnes arrivent avec leurs pièces, et on les aide si besoin. C'est aux gens de voir où acheter les pièces, on peut leur donner des conseils. En plus, au fur et à mesure avec l'argent on peut acheter des outils plus performants qui permettent un travail plus efficace. Pour moi, il



---

---

y a un truc qui est la reconnaissance de la tâche. La mécanique est extrêmement fatigante. A Mecasolid tu travailles avec des gens qui ne s'y connaissent pas, on met beaucoup d'énergie dans le truc pour aider la personne, t'essaies de lui transmettre quelque chose. Donc on s'attend à ce que les personnes se comportent de conséquence. C'est participatif, les gens doivent participer comme ils et elles peuvent, argent ou autre (par exemple, réparer des trucs dans le garage ou d'autres « services »). L'argent, c'est toujours selon les moyens de la personne. On ne veut pas de consommateurs, des gens qui viennent, qui réparent leur véhicule et qui se barrent. Il y a plein de façons d'être là et d'aider.

> *Qui vient au garage ?*

**Simon :** Surtout les camarades, les ami.e.s qu'on connaît depuis des années. Sinon c'est du bouche à oreille ou les gens qui ont vu l'affichage dans la rue et qui ont appelé. Il y a quand même pas mal d'adhérent.e.s. Je pense que Facebook fait beaucoup tourner aussi.

**Laurie :** Mais avec le temps, on voit aussi des personnes d'autres horizons que le milieu militant, et c'est tant mieux.

> *Vous organisez des activités publiques aussi ?*

**Laurie :** Au début on s'était dit de faire des portes ouvertes tous les mois, après on s'est rendu compte que c'était un peu vide de substance. On a donc décidé de faire des ateliers, par exemple « comment ça marche une caisse ? ». C'est donc un mécano qui n'est pas trop dispo la semaine car il taffe, qui a fait ça un dimanche. On a donc commencé à faire ça tous les deuxièmes dimanches du mois. C'est un moment où on peut rencontrer des mécanos

et découvrir le lieu de manière plus tranquille et informelle.

**Simon :** Cela permet des rencontres, de créer un moment convivial pendant lequel on peut discuter avec les adhérent.e.s. C'est des moments importants pour nous aussi. Vu que le portail est toujours fermé, là il est ouvert et les gens qui n'ont jamais osé appeler, peuvent passer sans problème.

**Vincent :** On a aussi organisé des repas de soutien à la Maison Ouverte à Montreuil et à la Pagaille, une ressourcerie solidaire à Ivry-sur-Seine. On fait ça pour récolter un peu d'argent pour acheter du matos et faire des travaux au garage. Mais c'est aussi des moments sympathiques !

**Laurie :** Après, l'organisation demande du temps et de l'énergie, donc faire ça à côté de la méca c'est pas toujours facile, mais c'est cool que ça existe.

> *Mais où est la mairie dans tout ça ? C'est quoi vos rapports avec les institutions ?*

**Simon :** Aaaah, question épineuse... Alors, la mairie, à la base, en 2015, nous voyait d'un bon œil parce qu'on était une association récemment montée, et le projet leur plaisait bien. On a réussi à avoir 3 000 euros de subventions, sauf que nous on avait besoin d'un espace pas trop cher, voir gratuit, où installer le garage. Mais on a quand même pu acheter du matos avec cet argent. On a appelé le maire pour parler du problème du local. On a eu un rdv, et il nous a dit qu'il fallait faire un projet qui tienne la route économiquement, un truc très officiel. Mais ça ce n'est pas notre délire à nous. De toute manière, notre projet n'est pas viable économiquement. Les autres projets de garages solidaires en France, ont même des salarié.e.s et ils marchent grâce aux subventions publiques (à tout niveau territorial) ou des fondations privées.

---

---

Par exemple, à Marseille, les « Mécanos du cœur » ont plein de bénévoles à temps plein, notamment des retraité.e.s, qui s'occupent de tout. Il y a des personnes rémunérées aussi. C'est un tout autre délire. Là-bas les prix sont fixes, basés sur les revenus des adhérent.e.s. A Marseille ce n'est pas une structure de la mairie, mais c'est subventionné par la mairie, le département, la région et la CAF. Si on tentait et voulait faire pareil, ça demanderait beaucoup de travail, et pour le moment, pas sûr qu'on ait la force. Et politiquement, pas sûr non plus qu'on ait l'envie de s'aventurer vers ça.

-Vincent : C'est la question de l'institutionnalisation des associations.

**Laurie :** Au moins à Mecasolid on est libre, car si on commence à avoir plein de subventions, si à un moment on veut faire comme on veut, comment on fait ? Notre situation a des avantages et des inconvénients : là on est squatteuses et on peut se faire virer dans pas longtemps, mais en même temps on accepte qui on veut et on gère le truc à notre manière.

**Simon :** Pour reprendre l'histoire avec la mairie, quand on nous a dit qu'il fallait monter un dossier avec un budget prévisionnel, de rentabilité, etc, on a pas donné de suite, car comme je l'ai dit plus tôt, on n'en est pas encore là.

**Vincent :** Surtout qu'au début on avait encore rien.

**Laurie :** Nous à l'époque on voulait juste un local.

**Simon :** Jusqu'au moment de s'installer au 161 Étienne Marcel en 2019, on faisait de la mécanique dans mon pavillon. L'Eplif<sup>2</sup> est le proprio des parcelles où se trouve Mecasolid. Il y a la mairie qui a des projets pour cet endroit, on leur a envoyé

plusieurs e-mails, même à des services différents, en leur disant qu'on était là. Mais personne ne répond à nos mails.

**Vincent :** C'est une start-up à but social qui a posé le projet sur les parcelles. D'ailleurs, dans toute l'Île-de-France, il y a ce phénomène comme quoi les lieux vides rentrent dans des appels à projet institutionnels. Les lieux sont donnés à des associations, c'est du gardiennage. Ça empêche les squats ou les occupations illégales des galeries (rom, migrant.e.s, etc)<sup>3</sup> et c'est un super moyen pour lutter contre l'occupation non maîtrisée des espaces. Donc cette start-up a proposé un projet pour les trois parcelles qu'on occupe, c'est des gens du 92 qui sont venus nous présenter le projet avant juillet 2019. Il y a Altarea Cogedim (premier développeur immobilier de France) dans ce projet, mais il n'est pas public. Ils nous ont même demandé de faire partie de leur projet. On leur a dit oui, mais à condition qu'on obtienne ce qu'on veut de la mairie, c'est-à-dire un local. Ce projet a un lien avec l'Îlot Volpelier<sup>4</sup>, car la parcelle de l'îlot englobe la parcelle de Mecasolid. Par cette start-up on a appris que l'Eplif et la mairie disent qu'on est des méchant.e.s, des très méchant.e.s. Nous on s'en fout. En vrai, on aime bien être les méchant.e.s de leur histoire !

**Simon :** Dans le hangar du garage la mairie voulait faire un espace éphémère, pour faire des concerts, du team building, des événements avant le commencement des travaux, mais les travaux ne commenceront jamais avant 2024.

**Vincent :** Historiquement on ne leur convient pas, même si le projet pourrait les intéresser. On a le soutien de la part d'aucun.e élu.e.s, même si on a constamment des interactions avec des gens de la

---

2 Etablissement Public Foncier d'Île-de-France, voire encadré dans l'article sur l'Écharde.

3 Voir article «Une gestion urbaine à la cool»

4 Voir article «De l'impasse Volpellier au passage de la Fraternité»

---

---

---

---

mairie.

> *Et c'est quoi votre rapport au quartier ?*

**Laurie :** De façon générale, le quartier est en pleine restructuration, avec la forte conflictualité de classe que ça comporte. Nous, en tant que garage solidaire qui squattons des locaux dans le coin, on se retrouve un peu au milieu de tout ça, et on tente avec nos possibilités que notre pratique de mécano ait du sens pour les prols qui vivent ici. Bien entendu, on galère ! Sans compter sur certain.e.s bourges, comme les deux meufs de l'autre côté du muret qui se plaignent des nuisances sonores et olfactives. Et elles disent qu'il y a trop de belles voitures qui rentrent dans le garage. Je sais pas où elles ont vu ça ! Elles avaient même appelé la mairie et leurs témoignages sont dans le dossier du propriétaire pour favoriser notre expulsion. Après il y a d'autres voisin.e.s qui nous aiment beaucoup, qui sont même adhérent.e.s.

**Vincent :** Ça fait des années qu'on est dans le quartier, donc les gens nous connaissent déjà un peu.

**Laurie :** On a un procès le 5 février 2020<sup>5</sup>, et la veille il y a les portes ouvertes de la maison des associations, on va leur faire un petit coucou pour éviter qu'ils et elles nous oublient !

> *Vous nous avez parlé de Marseille, mais il y a d'autres expériences similaires en France ?*

**Laurie :** Il y a d'autres garages en France : à Valence, Marseille, Grenoble. À Grenoble c'est que des meufs, elles n'ont pas de subventions, elles payent un loyer. À Valence c'est un truc énorme avec des petites entreprises dedans qui payent

les loyers. Cela permet au garage de ne pas payer de loyer. Il y en a à Bordeaux et à Toulouse aussi, il y en a partout. Le garage de Grenoble est celui auquel on est le plus proche, car la plupart des garages c'est beaucoup de charité, pas d'entraide et de solidarité de classe, mais plutôt de la charité.

**Simon :** La mécanique pour moi est un outil logistique parmi d'autres du communisme anti-autoritaire. Ici, pas mal de gens qui s'y connaissent en plein de domaines : plomberie, élec et tout. Et moi, je me suis mis à la mécanique d'abord parce que j'en avais besoin pour réparer ma propre épave, et ensuite pour tenter de combler un vide qu'il y a en IdF, niveau garage solidaire.

**Laurie :** Il y a des réseaux de garages solidaires, mais on n'en fait pas partie. Mais nous on est allé.e.s voir d'autres garages, de manière complètement informelle. On les a appelés pour leur demander comment ils et elles faisaient pour s'en inspirer.

> *Racontez-nous une séance type du garage pour nous donner encore plus envie d'y passer !*


**Laurie :** Alors, soit les personnes viennent avec un diagnostic venu d'un autre garage, avec des pièces à changer et on essaie de voir quand on est dispo pour mettre en place le chantier. Ou alors iels ont un problème, on fait une première évaluation au téléphone et après iels viennent au garage. On aime bien travailler à plusieurs, c'est plus marrant et moins fatiguant. On aime bien expliquer aux gens qui viennent ce qu'on fait, leur transmettre les connaissances qu'on a nous mêmes. Parfois les gens s'en foutent un peu, parfois ils sont très intéressés. Cela demande un effort en termes de capacités relationnelles et pédagogiques. Notre but est d'être sur le minimum de dépenses aussi,

---

5 Avec le confinement, le résultat du procès a été reporté au 15 juin 2020 : au final Mecasolid pourra rester sur la parcelle jusqu'au début des travaux !

---

---



donc on garde toutes les pièces, on les récupère. On prend soin de tout ce qu'il y a, on essaie de tout réparer pour faire dépenser le moins possible à la personne, donc parfois on se fait chier pendant deux heures sur un boulon pour essayer de le récupérer. Il y a des personnes qui sont plus demandeuses d'apprendre, d'autres personnes moins. J'ai l'impression que quand les personnes viennent, elles sont contentes d'être là. C'est cool, on bosse ensemble et ça fait plaisir. Après pendant les ateliers des portes ouvertes, on part des notions basiques. L'idée est que des différents ateliers se mettent en place, aussi avec des petits trucs faciles et utiles (changer ses plaquettes, par exemple). Les gens peuvent ensuite revenir si besoin.

**Simon :** La première fois qu'une personne vient, on tente de lui apprendre les bases, si elle ne les a pas : utiliser un cric, mettre la voiture sur chandelles pour bosser en sécurité, identifier les différents outils et éléments de base de son auto. La prochaine fois, on passera à des choses plus complexes. Enfin, on s'adapte au niveau de chacun.e. L'idée, c'est de tendre vers l'autonomie, mais c'est un travail de longue haleine, niveau mécanique.

> *Une dernière question, comment ça se passe au garage en tant que seule mécanicienne ?*

**Laurie :** A la base, on était deux mécaniciennes, et l'autre meuf a décidé de quitter les chantiers, mais pas l'orga de l'asso. C'est sûr que ça a posé un truc mais j'ai pas à en parler pour elle. Pour ma part, au début dans l'équipe, je ressentais une différence de traitement en tant que meuf. Maintenant, vu que je commence à avoir de plus en plus de connaissances en méca, et qu'on apprend vraiment à travailler ensemble avec les gars, ça me semble moins problématique. Et quoi qu'il en soit, si un problème se pose, je sais qu'on peut toujours en

parler. Au niveau des adhérent.e.s, ça arrive encore que les mecs fassent des commentaires du genre « la combi te va très bien », ou quand ils ont des questions ils s'adressent au premier mec qui est présent et pas à moi. Ou parfois, on me demande « il est où le mécano ? », moi je dis « c'est moi ouesh ». Mais maintenant, ça se joue différemment, parce que j'ai plus confiance en moi, au vu de mes connaissances, et ça me demande moins d'énergie de me positionner face à eux. Et puis, en plus, si il y a un problème, comme il y en a déjà eu avec certains mecs, l'équipe sera en soutien par rapport à moi.



# LES BARAS TOUJOURS LÀ



# DES NOUVELLES DU COLLECTIF BARAS !

Le collectif Baras a été créé par un groupe de migrants d'Afrique de l'Ouest, arrivés à Montreuil entre l'été 2012 et mars 2013, afin de lutter ensemble pour le droit à un toit et pour la régularisation.

Après **nombreuses ouvertures de squats et beaucoup d'expulsions** (voir encadré page suivante), début 2017 le collectif entame des discussions avec le propriétaire du bâtiment qu'il occupe – l'ancienne agence Pôle Emploi de Bagnoleet – ainsi qu'avec la mairie et le préfet afin d'obtenir un bail. Les négociations échouent et, en juin 2017, le lieu est expulsé. Les Baras se retrouvent encore une fois à dormir sous le pont de Gallieni.

Ils occupent, par la suite, une ancienne blanchisserie rue des Bruyères (Les Lilas). Un an plus tard ils en sont expulsés. Ils campent alors à nouveau sous l'échangeur avant d'occuper, fin septembre 2018, les locaux de la Sécurité sociale de Bagnoleet. Comme beaucoup d'autres en Seine-Saint-Denis, cette agence de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie allait vers sa fermeture. Depuis 2015, elle avait été mise « en période de transition » : un bureau au rez-de-chaussée recevait vaguement du public 2 jours par semaine et il a été fermé pendant tout l'été. Les autres pièces de ce grand bâtiment de 2 étages étaient vides. Début novembre 2018, à la veille de l'énième passage du collectif devant le juge pour occupation sans droit ni titre, à la surprise générale le maire de Bagnoleet réquisitionne le bâtiment pour que les Baras puissent y demeurer.

Quelques semaines plus tard, le tribunal administratif annule la réquisition, car le juge estime qu'elle n'est pas assez solide sur le plan juridique. Entre temps, des négociations concernant la vente de l'édifice commencent entre la CPAM, la mairie et l'Office Public de l'Habitat

de Bagnoleet. Au cours de ces négociations, la proposition de rachat émanant d'une association caritative bouddhiste ayant siège en Australie est écartée. L'OPH, devenu finalement propriétaire de l'ancienne sécu, est actuellement en discussion avec les Baras pour fixer les termes d'une convention d'occupation d'environ 3 ans.

Pour les Baras, les enjeux sont les suivants : **continuer à habiter en autogestion, mais enfin, pour une durée donnée et indépendante du bon-vouloir du préfet** ; avoir, enfin, une domiciliation là où on habite et pas chez une association, au CCAS<sup>1</sup> ou chez des copain.e.s ; avoir des quittances de « loyer » individuelles et nominatives (utiles, elles aussi, côté paperasse) ; trouver un accord avec l'OPH pour que la redevance mensuelle soit raisonnable par rapport à la qualité de l'hébergement (simples

1 Au-delà des aspects pratiques (courir après son courrier au bout d'un moment ça devient pénible), les domiciliations chez les associations et les CCAS ne sont pas acceptées par la préfecture lors du dépôt de la demande de régularisation.



Manif des Baras contre les expulsions de leurs squats.

---

---

chambres collectives) et aux ressources faibles et aléatoires du collectif Baras, qui sont pour la très grande majorité des travailleurs sans-papiers.

Nous ignorons les raisons qui ont poussé le maire de Bagnolet à réquisitionner l'ancienne sécu, à en favoriser l'achat de la part de l'OPH et, plus largement, à accepter de négocier avec les Baras. En effet, si pendant la première partie du mandat son hostilité à l'égard du collectif Baras était nette, l'équipe municipale a fini par reconnaître, et de manière plutôt concrète, leur droit à « l'En-ville ». Est-ce parce que, depuis 2013, les Baras ont réussi à instaurer un rapport de force à travers l'action directe et notamment la pratique du squat ? Est-ce à cause du soutien que les Baras ont reçu de la part de certain.e.s bagnoletai.e.s - qu'on pourrait qualifier de notables - en particulier suite à l'expulsion musclée du 8, rue de Chassagnoles ? Est-ce pour émuler la réquisition de l'AFFA (fin septembre 2018) de la part du maire de Montreuil ? Est-ce pour qu'à terme la Ville, via l'OPH, récupère le bâtiment pour un projet de résidence pour personnes âgées ?

Dans cette affaire, l'équipe municipale a bien évidemment ses propres enjeux. **Les élections approchent, et Toni Di Martino, le maire de Bagnolet, a peut-être envie de complaire l'électorat de gauche tout en grillant les autres candidats de gauche à travers son action en faveur du collectif Baras.** Par cette dernière, il s'achète aussi un peu de paix sociale : si une convention d'habitat est signée, les Baras auront moins de raisons de se pointer en nombre et à l'improviste lors des conseils municipaux et/ou dans et devant la mairie pour se faire entendre, comme ils l'ont fait à maintes reprises depuis 2014. Ils n'auront plus besoin non plus, dans les années à venir, de camper sous l'échangeur, ce qui fait quand même désordre au niveau du sacro-saint « cadre de vie », n'est-ce pas ?

Dans tout ça, via l'OPH, la Ville récupère aussi la propriété de la parcelle et du bâtiment de l'ancienne sécu, autant de fonciers attractifs tant à l'échelle de la commune qu'à celle du Grand Paris.

Une dernière question se pose par rapport à la gestion des réquisitions par la municipalité : est-ce qu'elles ne sont pas un moyen pour **contrôler ce qui se passe à l'intérieur et la manière dont est géré le lieu comme une mise sous tutelle** ? La volonté des Baras est d'habiter en autogestion, alors leur dilemme est grand : **comment acquérir une autonomie tout en ayant une main-mise de la municipalité sur ces lieux ?**

En tout cas, au bout de presque 7 ans de lutte, de galères de lieu en lieu, une petite victoire semble s'annoncer pour le collectif Baras, au moins côté habitat.

## RÉSUMÉ DES OUVERTURES ET DES EXPULSIONS DU COLLECTIF BARAS

Après avoir passé plusieurs mois à la rue aux abords du foyer Bara, fin avril 2013 le collectif a occupé un immeuble vide, rue Rapatel (Montreuil).

Suite à l'expulsion de celui-ci, un pavillon situé avenue du Président Wilson (Montreuil) a été occupé. Le bâtiment était cependant trop petit pour héberger tout le monde.

Ainsi, en octobre, le collectif a occupé un immeuble délaissé par l'entreprise multinationale Emerson dans l'avenue

**Gallieni** (Bagnolet). Le squat Emerson, où vivaient aussi plusieurs familles avec enfants - pour la plupart issues de l'expulsion de la friche Barda (mai 2013) - a été expulsé début août 2014.<sup>1</sup>

Si les familles ont été **relogées par la préfecture et par les CCAS** de Montreuil

1 Le bâtiment a été démolì pour faire place au projet de Vinci Immobilier (architecte Maud Caubet Architectes). Il prévoit la construction d'un grand édifice appelé « *Live* » où il aura des bureaux, des co-workings, des incubateurs d'entreprises, des commerces, etc. C'est un projet d'« *Inventons la Métropole du Grand Paris* » (IMGP), appel à projets qui permet aux villes de la Métropole d'identifier et de sélectionner les meilleurs projets de développement urbain.

et Bagnolet, les membres du collectif Baras, tous majeurs et célibataires, se sont retrouvés **de nouveau à la rue**, cette fois-ci sous l'échangeur à Gallieni.

Deux semaines plus tard, ils ont occupé une **ancienne agence Pôle Emploi, rue René Alazard (Bagnolet)**.

Finalement, les Baras ont pu habiter dans ce bâtiment pendant presque trois ans. En revanche, les membres du collectif qui étaient restés dans le pavillon de l'avenue du Président Wilson à Montreuil en ont été expulsés fin juillet 2015.

Ils ont alors occupé une **ancienne entreprise rue Chassagnoles** (Les Lilas limite Bagnolet, fin août 2015), mais le préfet les a délogés au bout de quelques jours.





# RUE BARA, LA DISPARITION DU FOYER

---

**L**e soir du 25 septembre 2018, un arrêté municipal est affiché sur le portail du foyer Bara. Plusieurs personnes, surtout des habitants du foyer, discutent dans la rue en le lisant.

L'objet de l'arrêté est le suivant : « *extrême urgence concernant le foyer Bara sis au 18 rue Bara (...) pour grave risque de sécurité* ». Après la liste des « considérants » - entres autres : « *considérant l'état de dégradation de l'immeuble occupé par près de 250 personnes que des risques graves et imminents sont avérés tant pour la sécurité de l'immeuble que des habitants* » - on arrive au fin mot de l'histoire : « *article 1 – l'accès à l'immeuble (...) ainsi que l'habitation dans les lieux sont strictement interdit à compter de l'affichage sur place du présent arrêté jusqu'à ce que la sécurité des personnes soit garantie dans les lieux* ».

Nous essayons de déchiffrer le texte et la situation paradoxale : le portail est ouvert, le foyer est plein de monde, la vie quotidienne dans la cour suit son cours, mais à partir de maintenant « *l'accès à l'immeuble ainsi que l'habitation dans les lieux sont strictement interdits* ».

« **C'est la fin du foyer Bara** », synthétise un copain qui, comme beaucoup d'autres dans le secteur, fréquente la cantine du foyer pour ses bons et copieux repas chauds à 1 euros 80.

Le foyer ferme, en effet, fin novembre. **Le relogement de ses habitants est un immense cafouillage** dont les résidents qualifiés de « *surnuméraires* » dans le langage officiel - c'est-à-dire les personnes vivantes au foyer de manière informelle, sans contrat nominal avec le gérant Coallia - paient le prix fort.

## Petit historique

Quelques jours avant, le 20 septembre 2018 vers 23h, le maire, Bessac, avait posté une vidéo sur Facebook : on le voyait, la chemise blanche un

peu déboutonnée, circuler à l'intérieur du foyer en affichant stupeur et indignation face à la vétusté des lieux.

Cette attitude a quelque chose de grotesque et d'obscène vu qu'à ce moment-là il était maire de Montreuil depuis 2014, et bien avant le début de son mandat, **ça faisait déjà des années que des résidents du foyer se rendaient régulièrement au Conseil de Quartier pour informer les autres habitant.e.s du secteur et les élu.e.s de l'état de délabrement du bâtiment**. De plus, en février 2013, le protocole du programme de « desserrement » (*voir encadré*) du foyer Bara avait été signé par l'État, la maire (Dominique Voynet) et Coallia. Cette signature avait d'ailleurs été faite en grande pompe et la maire Voynet s'en était prise tout le mérite, alors que l'opération était liée au « Plan étatique de traitement des Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) » datant de 1997 et à la circulaire de 2006 concernant la transformation de certains FTM, notamment les plus dégradés, en résidences sociales.

Pour les nombreuses personnes habitant **le foyer Bara de manière informelle (pour la plupart sans-papiers) il n'y a évidemment pas de place au sein de ces résidences sociales**. Ce problème de taille a été soulevé à maintes reprises, entre autres, lors des réunions publiques dans le quartier. À demi-mots, les élu.e.s s'étaient engagé.e.s à reloger tout le monde le jour où le foyer aurait fermé.

En mars 2016, la résidence sociale de la rue des Hayeps est inaugurée. Une quarantaine de personnes quittent le foyer Bara pour s'y installer. **Ça ne se fait pas de manière indolore**, car parmi ces personnes il y en a qui, à Bara, hébergeaient un jeune proche, chose qui n'est

---

---

plus tolérée dans les nouveaux locaux. Des situations de ce genre se produisent aussi lors de l'ouverture de la résidence sociale bâtie rue Voltaire (automne 2016, 115 places). Certains des résidents se plaignent, aussi, en découvrant qu'il n'y a aucun espace collectif dans la résidence.

Pendant ce temps, les fenêtres des chambres du foyer qui se sont vidées sont murées. D'après des personnes qui habitent le foyer, même les portes de ces chambres ont été murées alors que les autres sont sur-occupées, que des gens dorment dans les couloirs et que des nouveaux arrivants, dont plusieurs mineurs, peuvent se reposer seulement quelques heures par nuit à même le sol dans la cantine.

Les chambres murées rendent plus concrète l'idée que la fermeture du foyer approche. Certains des habitants du foyer, ainsi que d'autres citoyen.e.s fréquentant le foyer, commencent à s'inquiéter pour la suite des événements. Le foyer Bara est, en effet, non « seulement » un lieu d'habitation pour 800-1200 personnes (selon les époques et les estimations) depuis la fin des années 60, mais est aussi un haut lieu de ressources et d'échange pour la diaspora d'Afrique de l'Ouest à l'échelle régionale. **Par ailleurs, son petit marché informel, sa cafet', sa salle de prière et surtout sa cantine sont fréquentés au quotidien par des nombreux/ses habitant.e.s du secteur.**

L'inquiétude partagée n'arrive cependant pas à se transformer en collectif de lutte. Les premiers concernés sont divisés entre eux (jeunes / vieux, résidents officiellement enregistrés par Coallia / « surnuméraires », nouveaux arrivants / personnes qui sont là depuis longtemps, délégués / « délégants », ...) et ont sans doute du mal à se représenter comme étant en capacité de créer un rapport de force.

## LE PROGRAMME DE «DESSERREMENT»

Cela consiste à construire des « résidences sociales » d'un nouveau genre (dans le quartier on en trouve, rue des Hayeps, rue Voltaire, rue Étienne Marcel, rue Émile Zola et rue Bara même, à la place de l'ancien foyer qui est actuellement en démolition) : dans ces nouveaux bâtiments, chaque résident officiel habite un studio et ne peut le partager avec un proche que pour une courte période donnée.

Dans ces nouveaux bâtiments, pas de cantine commune et ouverte au public, ni de cafet', pas de salle de prière, pas de marché informel à l'entrée, pas de forgerons, pas d'hébergement ni d'accueil pour quelques nuits dans les parties communes. A moyen-long terme, les résidents officiels, pour la plupart âgés, seront remplacés au fur et à mesure qu'ils repartent au pays, en EPHAD ou au cimetière par d'autres galériens de tout bord au nom de la sacro-sainte « mixité sociale ».

La grande précarité de leur situation n'aide pas, tout comme le manque d'informations claires. La rumeur dit que tout le monde va être relogé et finalement on en reste là.

### La fin du foyer Bara

Le jour après l'affichage de l'arrêté « d'extrême urgence », le maire réquisitionne les anciens locaux de l'AFPA (Centre de formations professionnelles qualifiantes pour adultes) à Montreuil, mais l'incertitude règne. Les habitants du foyer ne savent pas s'il vaut mieux déménager à l'AFPA ou

---

---

rester à Bara : des listes de noms circulent ... il faut s'inscrire ou pas ? L'info comme quoi la préfecture aurait réquisitionné un terrain dans le secteur de la rue de Rosny pour y loger des résidents circule, mais pour l'instant on en sait pas plus. Au foyer et dans la rue l'ambiance est tendue et rien n'apparaît clair. On discute sur quoi faire et on se questionne : pourquoi un arrêté « d'extrême urgence » est pris là maintenant tout de suite vu que l'immeuble est dans le même « état de dégradation » depuis des années ? Une possible réponse vient d'une personne salariée chez Coallia qui nous dit que si les travaux de démolition ne commencent pas avant la fin de l'année, les financements attribués au projet seront perdus.

Ces jours-là, par petits groupes, des gens commencent à s'installer à l'AFPA. D'autres refusent de quitter le foyer Bara d'autant plus quand, à la mi-octobre, la réquize de Bessac est suspendue par le tribunal administratif.

Puis, le 29 novembre 2018, le foyer ferme et ceux qui étaient au foyer n'ont plus d'autres solutions que de bouger vers l'AFPA. A l'AFPA les entrées sont filtrées. Devant le bâtiment, environ 300 personnes attendent pour pouvoir entrer et poser leurs affaires. Au bout de 3 jours et 3 nuits quasiment tout le monde parvient à rentrer grâce, aussi, à une grosse mobilisation des premiers concernés et d'associations et collectifs franciliens qui sont venus les soutenir. Certains habitants « surnuméraires » du foyer Bara passent de longs mois renfermés à l'intérieur de l'AFPA car ils n'ont pas de carte de résident AFPA et s'ils sortent ne peuvent plus rentrer. Des vigiles contrôlent tout le monde sur le seuil 24h/24. **Les cartes distribuées aux habitants de l'AFPA sont, paraît-il, de deux sortes : les unes donnent droit à une résidence « illimitée » et les autres seront périmées à la fin de la trêve hivernale.**

Les forgerons qui avaient leur atelier au rez-de-chaussée du foyer Bara travaillent maintenant dans un local du centre commercial de La Noue, là où une cantine a aussi été installée.

La situation reste en suspente, mais plutôt stable, si ce n'est pour les rafles de sans-papiers qui se poursuivent - comme c'était le cas aux alentours du foyer Bara et ailleurs – et s'intensifient même, pendant l'été, aux abords de l'AFPA. Cela s'estompe un peu grâce à une mobilisation d'habitants de l'AFPA et de personnes solidaires.

Ces rafles ont peut-être un lien avec la construction de préfabriqués sur le fameux terrain qui s'avère être rue Brûlefer, où la préfecture compte loger les anciens habitants « avec titre » du foyer Bara (250 personnes environ, comme les 250 auquel l'arrêté de septembre 2018 faisait référence ... tout ça se tient) en attendant que les chantiers du « desserrement » se terminent. Ce relogement a lieu courant octobre 2019.

### **Le 138 avenue de Stalingrad**

Pour les autres habitants du foyer, ceux « sans titre », rien n'est prévu, évidemment. Ils se retrouvent ainsi à la rue lors de l'expulsion de l'AFPA, fin octobre 2019, après presque un an d'occupation. À ce moment, les habitants du foyer écrivent un tract pour réclamer leurs droits à la mairie. (*voir à la fin de l'article*)

Après quelques jours et quelques nuits sous la flotte à même le trottoir, un nouveau bâtiment est ouvert, pour ces galériens, au 138 avenue de Stalingrad. Il s'agit d'un ancien lieu d'activité avec quelques bureaux et un grand hangar aux rez-de-chaussée. C'est l'EPFIP (*voir encadré page 56*) qui l'a en gestion. On ne sait pas qui a ouvert ce lieu, mais on se doute que la mairie y est pour quelque chose, comme ça a été le cas pour ce qui est devenu, par la suite, le foyer des Sorins, rue de



Le foyer rue Bara maintenant fermé et muré...



... puis en cours de démolition il y a peu.

Papillons et, plus récemment, pour une maison rue des Néfliers (toujours en gestion EPFIF), habitée depuis octobre 2018 par des familles mises à la rue, par la mairie même, en 2016.

Au 138, c'est mieux qu'à la rue mais ce n'est pas la joie, loin de là : la mairie fait livrer des lits superposés, ouvre trois pauvres fenêtres sur un côté du hangar et fait poser quelques douches et WC à l'arrache, **mais ça reste indigne et surpeuplé par rapport à la surface du lieu**. Pour les environ 300 personnes qui habitent le 138, les conditions de vie sont les mêmes qu'à Bara, voire pire. L'EPFIF, de son côté, a demandé l'expulsion du lieu.

La pandémie du COVID-19 n'a rien arrangé : ces personnes sont confinées dans un endroit où les lits sont collés les uns aux autres et les possibilités d'aération sont très limitées. L'électricité saute dès que plusieurs réchauds électriques sont branchés, et comme la cantine du centre commercial a fermé, rapport au coronavirus, un sérieux problème de nourriture se rajoute aux autres.

Après deux semaines de confinement, une vingtaine d'habitants (les plus âgés et les plus fragiles) ont été relogés, sur le volontariat, sans être forcés, dans un hôtel à Bondy pour deux mois.

**Le problème est qu'à l'hôtel il n'y avait rien à manger, donc les personnes revenaient au squat pour se nourrir.** Les autres ont refusé d'être dispersés dans des hôtels sans garanties sur la suite. L'Armée du Salut allait deux fois par jour amener des repas froids.

Entre temps, sur les barrières du chantier de démolition de l'ancien foyer Bara sont apparus des panneaux qui annoncent la résidence sociale à venir, ses 160 places en studios et son « *aménagement paysager apaisé en cœur d'îlot* ». Le paysage de Montreuil continue ainsi sa lente transformation cachant les pauvres derrière de beaux appareils ou les reléguant vers des lieux toujours plus infâmes.

*Le tract qui avait été écrit par les habitants du foyer bara en octobre 2019 ----->*



**Nous, les sans papiers de la rue Bara** qui avons été logés par le Maire de Montreuil il y a 1 an au bâtiment de l'AFPA et expulsés par les CRS le mardi 29 octobre à 4h du matin. Nous sommes dans la rue depuis une semaine. Depuis que l'expulsion a eu lieu nous n'avons pas vu le Maire ni sa parole.

Nous disons que le Maire a battu un record en nous proposant le hangar au 138 rue de Stalingrad et en nous disant que ce logement était une bonne solution. Il a mis 90 lits dans une seule chambre. Record battu. Il a mis 274 personnes dans cette chambre avec seulement 2 toilettes. Record battu. Et tout ça, sans douche ni salle de bain. Record battu. L'électricité est mal protégée. En cas d'incendie c'est un cimetière. Le toit fuit, quand il pleut l'eau coule dans nos lits. Tous les médecins de Montreuil doivent se préparer, car dans ce hangar qui est comme un hangar pour les moutons, tout le monde va tomber malade. On respire pas de l'oxygène mais du gaz carbonique. Beaucoup d'entre nous dorment par terre, même les anciens, car ils n'ont pas de papiers. Il n'y a pas de fenêtre pour la lumière ou pour respirer. **Nous ne sommes pas satisfaits de cette solution pour le logement. Même les chiens ne voudraient pas dormir ici.**

Les délégués actuels qui parlent avec la Mairie ne sont pas des chefs. Ils sont les chefs de ceux qui ont des papiers, ils ne représentent pas les sans papiers. **Nous, les sans papiers, voulons décider pour nous mêmes. Nous les sans papiers, nous les sans logements, on veut parler directement au Maire, sans intermédiaire.** Notre combat n'est pas que celui des maliens : il y a aussi des sénégalais, des mauritaniens, des guinéens, des ivoiriens. Depuis qu'on a commencé le combat, le consulat malien n'est jamais venu nous voir et n'est au courant de rien. Le Ministre des Affaires étrangères du Mali est venu nous voir dans ce bâtiment. Il est venu pour féliciter la Mairie et dire que ce bâtiment était une bonne solution. Nous l'avons chassé et avons refusé sa parole, car ils ne représentent pas les maliens qui souffrent en France. **L'ambassadeur, le consul et le ministre des affaires étrangères sont les premiers facilitateurs des déportations des maliens. On ne les écoute pas car ils collaborent avec la France qui est un Etat raciste. Eux, ils viennent passer leurs vacances en France dans des hôtels 5 étoiles et c'est nous qui souffrons.**

**Monsieur le Maire, nous réclamons nos droits.** Vous nous mettez dans un hangar, vous nous obligez à rester dedans, vous nous menacez d'appeler la police, et vous nous agressez même physiquement ainsi que les soutiens qui sont dans notre combat. Les délégués menacent les sans papiers et essaient d'empêcher que nous fassions un rassemblement devant la Mairie, comme si on avait pas le droit de réclamer nos droits. **Liberté, Egalité, Fraternité. Où est notre liberté dans ce logement qui est pire qu'un Centre de Rétention ? Vous, vous vivez dans votre château, où est l'égalité ? On aura l'égalité et la fraternité quand on aura des papiers et des logements pour tout le monde.**

**Nous demandons que le Maire descende de sa mairie pour parler avec tout le monde.** Nous ne voulons pas qu'une délégation soit reçue, c'est le Maire qui doit venir parler devant tout le monde, que tout le monde l'entende. On ne veut pas d'intermédiaire ou de porte-parole car nous avons une mauvaise expérience des délégués.

On refuse aussi de parler avec les adjoints qui nous ont trop menti en français ou en bambara et qui nous ont trop parlé pour nous diviser, nous manipuler et nous enlever nos droits. Nous voulons parler uniquement au Maire, Patrice Bessac. On ne bougera pas tant que nous n'aurons pas vu le visage du Maire et entendu sa parole, pour qu'il trouve un autre bâtiment dans sa ville. Il y a beaucoup de logements vides et disponibles dans sa ville. Nous voulons des papiers et des logements pour tous. Nous ne voulons pas discuter ou négocier, car tout est clair dans notre lettre. Nous voulons simplement une réponse en pratique. **Nous demandons un engagement écrit, signé et tamponné par la mairie pour qu'il nous trouve, dans un délai de 3 jours :**  
**Un logement digne pour les 274 personnes, avec des cuisines, des salles de réunion, un peu d'intimité, suffisamment de toilettes et de douches.**

Si le délai n'est pas respecté, nous réagirons autrement.

**PAPIERS ET LOGEMENTS POUR TOUS-TES**  
*Les habitants sans papiers du foyer Bara en lutte*

# PROJETS À COMBATTRE



# LE RÊV'CAFÉ : UN CAFÉ QUI NE VEND PAS DU RÊVE

## Une expérience gentrificatrice du bas Montreuil vue de l'intérieur.

Comme vous avez pu remarquer, ça fait un moment (depuis l'été 2017) que la place de la République, à Robespierre, est la cible d'un projet de rénovation assez ahurissant.

Des premières réalisations ont été menées à l'été 2018 : piétonisation d'une partie de la place, amélioration de l'éclairage public et pose de mobilier urbain en bois de la part du collectif Quatorze [voir encadré page suivante]. Pendant quelques mois en 2018, des ateliers de concertation ont été proposés aux habitant.e.s pour récolter leurs idées et leurs envies sur la transformation de la place. Il y avait environ une vingtaine de personnes pour chaque réunion, ça n'attirait donc pas les foules...

Les urbanistes en charge de la concertation ont donc élaboré un projet, se basant sur ce qui est sorti lors de ces moments de "partage", qui prévoit l'augmentation de la végétation, la création de zones piétonnes et une zone de circulation douce autour de la place (limite de 30 km/h), la création d'une agora au cœur de la place, l'élargissement de l'aire de jeux, l'amélioration du composteur, la création d'un terrain de pétanque et d'une table de ping-pong, des toilettes,... En somme, un projet qui a du bol ! Mais très appétissant (pour certaines personnes, bien entendu) en apparence, ce programme n'est pas pour tou.te.s. C'est ce que nous allons voir dans cet article.

Pour l'instant revenons au sujet du titre : le Rêv Café. C'est le bar qui a ouvert à l'été 2018 (au même moment que la concertation citoyenne du projet de la place débutait, dis donc quelle coïncidence ! ) rue Robespierre, en face de l'arrêt du 318. **Ce lieu est un exemple de complice de la rénovation urbaine qui encourage, de**

**manière sournoise, mais aussi explicite, la chasse aux pauvres.** En effet, il participe au projet de réaménagement du square avec Yes We Camp, Quatorze, Remake, le Sens de l'humus et Bouq'lib [voir encadré page suivante].

## Mais c'est quoi ce lieu ?

Le Rêv est un « *café solidaire "sans cage, sans case" où il est possible d'offrir un café, un gâteau ou un repas suspendu au prochain venu. Un lieu de vie participatif où chacun est invité à s'impliquer dans le projet en participant à la programmation ou en occupant la cuisine le temps d'une soirée* ». Voilà ce qui est explicité sur leur site. La programmation est « *en lien avec les acteurs montreuillois tout en s'inscrivant dans le processus de transformation (c'est-à-dire de gentrification<sup>1</sup>) de la Place de la République* ».

Produit de saison, circuit court, zéro déchets, encouragement de la production locale sont leurs orgueils, tout comme l'organisation d'arpentages de livres, de cours de langues de signes, de cours de danse, de débats, d'ateliers,... Ce café a aussi pour but déclaré d'agir pour « *renforcer la vitalité du Bas-Montreuil en matière de vie de quartier, de solidarité, et de mise en œuvre de projets à impact local* ». Ça parle aussi de réseaux, de solidarité, d'économie circulaire et d'amélioration du cadre de vie. Et enfin on peut manger sur place à des prix exorbitants (plat végétarien à 9,5 euros ou poisson/viande à partir de 11,5 € - wtf ?) ou bien privatiser le local pour des événements.

<sup>1</sup> La gentrification, ou embourgeoisement urbain, est un phénomène urbain par lequel des personnes plus aisées s'approprient un espace initialement occupé par des habitant.e.s ou usager.e.s moins favorisé.e.s. Cela transforme le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.



---

---

**Sans grand enthousiasme nous avons visité plusieurs fois ce lieu tant répugnant que fascinant (pour ceux qui ont le goût du trash), et nous y avons interviewé une personne qui travaille là-bas pour en savoir plus.**

**Voilà ce qu'elle nous a dit :**

> *Salut, quand as-tu commencé à travailler au Rêv café ? Comment est organisé le travail ?*

J'ai travaillé là-bas quelques mois, c'est un pote qui m'a filé le plan. Le Rêv a ouvert en avril/mai 2018. Au début iels étaient une dizaine, sans bénévoles. Aujourd'hui il y a des bénévoles car iels ont créé l'association Rêv Café. C'est surtout des voisin.e.s « bobos », ou des gens de Paris, qui font du bénévolat là-bas. C'est pas des jeunes, ni des personnes « défavorisées ». Concernant les « responsables » du projet, ce sont des gens qui ont investi avec le proprio (qui est architecte) des locaux. Remake, Quatorze et Yes we camp sont ces gens qui font partie du projet.

Le travail est mal organisé, mais c'est une manière de faire, c'est fait exprès. Tout est organisé « à la cool ». Il y a beaucoup de personnes qui viennent demander de l'aide, un café suspendu, ou des services. Iels demandent de l'aide aux personnes qui travaillent là-bas, mais nous on est pas payé pour s'occuper des gens, on est pas des travailleurs sociaux.

Donc à un moment c'est fatigant, car on ne sait pas trop quoi faire s'il y a une personne qui arrive avec la figure cassée, ou des prostituées qui viennent pour demander des conseils, ou des personnes qui demandent un logement... Il faudrait des permanences d'aides sociales dans de tels espaces.

## YES WE CAMP

Depuis 2013, Yes We Camp est une asso qui revendique de « *mettre en place des processus de transformation d'espaces définis en micro-territoires ouverts, généreux et créatifs* ». (en clair : faire de l'occupation contrôlée de friches ou de bâtiments abandonnés). Ils disent « *vouloir maximiser l'usage des ressources (foncières notamment), et encourager l'implication citoyenne* ». (en clair : faire de la gestion de lieu avec des acteurs précaires type asso qui pourront développer leur projet). Ils sont basés à Paris et à Marseille. C'est eux qui ont mené le projet des Grands Voisins, à Paris, et le Coco Velten, à Marseille.

## REMAKE

Filiale du groupe REI Habitat (un promoteur immobilier), ReMake accompagne la création de rez-de-chaussées commerciales « *riches de sens* » (d'après eux). Avec ses artisans-designers, ReMake anime également une démarche d'upcycling (quoi?!) et de réemploi et révèle des espaces publics à travers des chantiers participatifs (ce qui donne les fameux jardins de palettes à la mode que l'on voit de plus en plus).

## QUATORZE

Collectif d'architectes, d'urbanistes et de paysagistes, ayant pour ambition de : « *promouvoir, expérimenter et transmettre une approche de l'architecture sociale et solidaire, une approche de la ville agile et résiliente.* » Ils interviennent sur des espaces publics ou bâtiments en organisant des chantiers participatifs (eux aussi) et en promouvant l'auto-construction.



---

---

## SENS DE L'HUMUS

Asso loi 1901 basée sur Montreuil depuis longtemps et notamment aux Murs à pêches. Gérant plusieurs parcelles de jardins, ils mettent en place des composts partagés dans les rues de la ville et sont associés à des projets urbains en terme de végétation.

## BOUQ'LIVRE

Asso montreuilloise qui fait circuler des livres gratuitement dans des points de dépôts sur toute la commune : au cinéma, chez le boulanger, le café, etc mais aussi dans des boîtes à livres installées de manière pérennes dans la rue.

### > Comment vous gérez ça ?

On ne gère pas. On écoute et on va pas plus loin que ça. Mais après c'est partagé parmi les travailleurs et travailleuses : il y a des personnes qui s'en fichent et qui sont méprisantes, d'autres qui sont condescendantes, et d'autres encore, une petite partie, qui sont conscientes de la situation et qui ont beaucoup d'auto-critique. Il y a parfois des permanences avec une voisine qui travaille à la mairie de Montreuil, et qui a installé son bureau là bas, mais cela ne change pas beaucoup la situation, cela ne va pas beaucoup plus loin.

### >T'en penses quoi de la programmation culturelle et du « but social » explicité dans leur site ?

Le bar se veut apolitique; tu peux pas parler ni de politique ni de religion. Mais tout est

politique. Iels vont choisir de manière spécifique les animations, les ateliers, les projections, les réunions en fonction que tout soit neutre, pas trop critique, assez conservateur.

### > Comment les espaces sont-ils organisés à l'intérieur ?

Yes we camp a une idée de ce que c'est les « espaces politiques ». Au début, ils avaient mis un baby foot à l'entrée du lieu, pour sociabiliser. Mais le seul groupe qui l'utilisait, c'était les gens qui avant étaient en face dans la place : des jeunes qui viennent d'un milieu [probablement] défavorisé. Mais depuis qu'ils ont commencé à fréquenter le local, il y a eu une barrière invisible qui s'est créée. Ce groupe ne franchissait jamais l'espace qui allait au-delà du baby foot. Ils restaient toujours à l'entrée.

Tout est bien réfléchi. La frontière entre les différents espaces est bien planifiée. Les groupes ne se mélangent jamais. A l'intérieur ce sont les tables pour les gens qui travaillent à l'ordinateur, et plus au fond c'est l'espace pour les enfants, l'espace familial. Les familles vont directement dans « leur espace » sans regarder ce qui se passe à l'entrée. Le baby foot, qui se trouve à l'entrée, est pour les « pauvres », car il n'y a pas besoin de payer. Il n'est pas rentable. En général, pour le bar, la priorité sont les gens qui viennent avec leur ordi qui restent quelques heures. Il y a des gens du quartier, des bobos, des blanc.he.s, qui sont méprisant.e.s, avec des regards, des gestes, des commentaires paternalistes.

### > T'as assisté à des évolutions/changements depuis que tu travailles là-bas ?

Depuis que je connais ce lieu, la situation a changé. Il y a eu des cambriolages et les gens

---

---

du Rêv café soupçonnent que c'est les gens qui jouent au baby foot qui ont commis ces vols. Ils ont donc enlevé le baby foot en septembre 2019. Mes collègues sont racistes, iels critiquent les gens qui jouaient au baby foot.

Concernant les repas, au début, les prix étaient acceptables, au bout de trois mois ils ont vachement augmenté (de 7 à 9,5-15 euros). Il y a des gens qui payent les repas suspendus, mais il n'y a pas beaucoup de personnes qui les demandent.

> *T'as quelque chose à nous dire sur les rapports avec le quartier ?*

Il y avait des personnes non grata au Rêv, par exemple, des personnes aux conditions sociales difficiles. Mais au bout d'un moment, iels ont décidé de faire entrer tout le monde. Depuis toujours c'était faux leur « programme » social. Le café, le repas suspendu c'est juste une façade, c'est juste pour attirer l'attention. Pour moi, tout était planifié. Il y a beaucoup l'idée du bobo qui a de l'argent, qui est condescendant et qui met de l'argent pour un repas ou un café suspendu, pour se « nettoyer » la conscience et être ok avec soi même. Mettre juste de l'argent comme ça déresponsabilise les gens.

L'équipe du Rêv est pro-condescendance, pro-consommation. Il y a une diabolisation de la Parole Errante de la part des partenaires du bar, car c'est la concurrence. On ne peut pas parler de ça. Tous les endroits politiques sont méprisés, comme l'Écharde, car ils préféraient le Jardin d'Alice. Le Rémouleur non plus n'était pas bien vu. Par exemple un jour quelqu'un.e a mis un autocollant féministe juste devant le bar, et ça a été directement enlevé. Pareil aux toilettes. Il y a que des affiches d'événements genre concerts, ou des trucs « citoyens ». En général, on finissait aussi pour connaître tous les potins du quartier. Et il y aussi un épisode


de « vengeance populaire » qui s'est passé dans le lieu.

> *Raconte..!*

Une personne qui travaillait dans la cuisine qui était toujours condescendant avec ces jeunes à un moment allait partir, et les jeunes l'ont su. Et juste en septembre 2019, quand ils ont su ça, ils sont venus pour le confronter car ils ont su toutes les choses qu'il disait sur eux devant tout le monde. Il n'y a pas eu de bagarre. C'était un dimanche et le proprio du Rêv café était là, ils étaient une dizaine, ils ont choisi le bon moment car il y avait plein de monde. Ils commencent à lui lancer des pics et lui, il commence à répondre de manière très « universitaire ». La discussion a duré une demi-heure, devant tout le monde, et après il a commencé à tomber dans la provocation et un des gars a cassé une vitre. C'était vraiment pour lui faire peur. Le proprio n'a rien fait. Les potes du gars qui a péché la vitre voulaient payer la vitre cassée, mais le proprio a dit qu'il y avait pas de souci, ils n'ont pas appelé les flics non plus. Mais ensuite le proprio a modifié la version qu'il a diffusé « publiquement ». Quand il y a eu les cambriolages, c'est le Rêv qui a demandé une présence policière plus importante sur la place, avec l'accord du « Conseil des voisins ».

> *Une conclusion ?*

Après l'histoire de la vitre cassée, Yes we camp a décidé de quitter le Rêv café, notamment à cause des problèmes qu'il y a souvent eu dans ce lieu. Mais malheureusement, la gentrification du quartier va continuer sans elleux...



aujourd'hui sur la place il y a plein de personnes qui zonent ou qui se posent sur un banc pour faire une sieste, manger ou discuter. Ce sont ces personnes qui sont la cause du sentiment « d'insécurité » chez les nouveaux et nouvelles arrivant.e.s, à qui la place doit faire envie, ou chez des personnes appartenant à une certaine classe sociale (on vous laisse deviner laquelle). Les mêmes qui ont participé en majorité aux ateliers de concertation.

Bien sûr que tout ce qui est proposé dans ce projet a l'air pas mal, mais la question à se poser est : **pourquoi veut-on rénover la place avec du mobilier et des installations standardisées ? Pourquoi ouvrir un bar à forte connotation « bobo », donc pour une population bien particulière ?**

A la fin des travaux, la place de la République rassemblera à n'importe quelle place, de n'importe quelle ville française contemporaine. La réponse va de soi : toute cette mascarade participativo-citoyeniste ne sert qu'à créer des endroits agréables pour la partie de la population qui va dans les bars pour boire une bière artisanale à 8 euros, qui travaille dans les co-working et qui laisse ses épilures dans le bac à compost pendant que son enfant joue dans l'aire de jeux 100 % bois recyclé. Que ça soit clair, **on n'est pas contre le compost, le recyclage ou des espaces de convivialité, mais contre tout ce qu'ils représentent et le type de population qu'ils attirent (et celle qu'ils repoussent).**

Rappelez-vous des mécanos sauvages qui étaient en rue Barbès. Eux ça fait des années qu'ils ne peuvent plus exercer leur activité à côté de la place car ils ne sont plus les bienvenus, même si beaucoup de personnes allaient là-bas

pour réparer leurs voitures.

Un autre exemple dans le coin, c'est le « bar à fromages » sur la place de la Fraternité, entre Montreuil et Bagnolet.

Dans son camion jaune, le gérant vend du fromage depuis septembre 2016, se vantant de proposer du « fromage suspendu » (c'est-à-dire laisser la possibilité à ses client.e.s d'acheter du fromage pour les gens qui n'ont pas les moyens). Son objectif est de « *fraterniser et faire vivre la place* » et se « *réapproprier d'une place abandonnée sur laquelle les gens n'osaient plus venir à cause des dealers et des alcooliques* » (ah bon ? Si c'est lui qui le dit...).

Dans un article du Figaro daté du 15 février 2019, concernant les agressions des commerçant.e.s en Seine Saint-Denis, il se dit aussi touché par le « *fléau de l'insécurité* ». En effet, il dit avoir été menacé, harcelé ou bien son camion a été endommagé à plusieurs reprises par différentes personnes qui n'aimaient pas trop sa présence sur la place.<sup>2</sup> Peut-être parce qu'il n'est pas le bienvenu puisque sa soi-disant mission est « *d'aider les plus démunis et de refaire revivre la place* » (carrément pas nécessaire car la place était déjà très fréquentée et animée sans lui) ne sont que des prétextes ?

Ils servent à **justifier l'imposition d'opérations de transformation urbaine et de « chasse aux pauvres » qui ont commencé il y a longtemps et suivent des processus très lents et insidieux.**

Gardons les yeux ouverts !

<sup>2</sup> Pour info, le fromager est parti de « l'ingrate place » pour se réfugier à Saint-Denis, où, depuis novembre 2019, a ouvert une fromagerie, pour continuer sa « mission civilisatrice » (et la gentrification de la banlieue parisienne).

# DE L'IMPASSE VOLPELIER AU PASSAGE DE LA FRATERNITÉ

**S**amedi 13 avril 2019, certain.e.s de nous sont parmi les 40-50 personnes qui participent à la « *présentation du projet de réhabilitation et visite du passage Volpeliier* ».

Rdv au 198 rue de Paris. Des adjoint.e.s du maire sont là ainsi que des salarié.e.s des services municipaux. Il y a des commerçant.e.s de la rue de Paris (qui savent depuis quelques années que leur bail ne sera pas renouvelé et qu'ils devront quitter leurs emplacements). Il y a d'autres habitant.e.s du quartier (locataires, proprios, squatteurs).

La venelle est charmante et désormais inhabitée. Des grillages amovibles clôturent les recoins et la petite cour côté est. Les portes des bâtiments, tous apparemment vides, sont ouvertes. Les gens rentrent pour jeter un coup d'œil aux intérieurs. L'espace du fond (anciens ateliers Citroën), d'habitude fermé, est aussi accessible. On y découvre trois bâtiments encore et un gardien avec son chien. Mais les portes sont là aussi grand ouvertes, tout le monde se promène aux rez-de-chaussée et aux étages et nous de même, jusqu'à quand une employée de la mairie nous suit dans les anciens bureaux Citroën et nous demande de sortir, car « *la visite c'est après le discours du maire* » (**sauf que quand nous sortons la porte de ce bâtiment-là est aussitôt fermée**).

Du coup, en attendant le maire et son discours on regarde les perspectives dessinées à l'ordi par les architectes affichées sur des panneaux posés dans la cour et on discute avec certains des commerçants qui vont se faire virer. Nous apprenons que le boucher halal (le seul dans le quartier, après c'est à Croix-de-Chavaux ou dans la rue d'Avron) cherche un autre emplacement dans le coin mais tout est très cher. Le gérant du Tacos, qui est sans doute propriétaire, espère, lui, une bonne indemnisation. Pourtant, à leur

emplacement actuel, le programme prévoit toujours des commerces. « **Oui, mais la mairie ne veut pas que ça soit repris par nous. Ils veulent y installer d'autres types de commerces** », on nous dit. On sait par ailleurs qu'en face aussi il y aura des gros changements : l'épicier du Cours des halles attend toujours de savoir quand il devra dégager. De même pour le Bazar Sud. Un peu plus bas, toujours rue de Paris, une voisine a reçu il y a quelque temps déjà un courrier de Soreqa comme quoi il faudra déguerpir. Paniquée, elle a appelé Soreqa. La personne au téléphone lui a dit « *bah oui madame, votre maison est insalubre* ». Pourtant la voisine, qui a acheté il y a une vingtaine d'année pour rester dans sa ville natale, a fait pas mal de travaux mais surtout aucun.e technicien.ne n'a mis les pieds chez elle, donc aucun diagnostic d'insalubrité n'a pu être établi.

Le maire fini par arriver. Il nous dit avoir été retenu dans un club de foot pour un problème qui a l'air grave, vu la tronche qu'il fait. Il rebondit finalement assez vite et **il improvise une homélie faux derche à souhait dans laquelle le mot**



Image publicitaire pour le nouveau passage Volpelliier



---

---

« **insalubre** » revient sans cesse. Sauf qu'a ce qu'on voit on dirait qu'il s'agit de la même « insalubrité » déclarée à priori que celle de chez la voisine (ou en tout cas d'une insalubrité tout à fait réparable). L'idée est que, dans sa lutte contre l'insalubrité, la mairie héroïquement s'attaque à l'impasse pour en faire un passage ouvert sur la rue Etienne-Marcel, un haut lieu de « mixité sociale », un pan de « ville nourricière » avec plein de potagers urbains, un « village du réemploi » populaire/solidaire mais en même temps – ne vous inquiétez pas - tout à fait calme et respectueux de la tranquillité publique.

La parole passe à l'architecte du projet lauréat. Dans son exposé poussif et pédant, il insiste d'abord sur un détail passionnant : il n'a pas travaillé sur commande, il a été mis en concurrence avec d'autres archis. C'est comme ça que son projet a été choisi. « *On ne fera pas tabula rasa* » – il nous rassure – on gardera en effet quelques unes des bâtisses de l'ouest de la venelle ainsi que celle en briques de chez Citroën, et on remettra en valeur les anciens pavés de la chaussée. En revanche – ce qu'on comprend en creux – tout le reste va être démolit et il y aura, à la place, des immeubles neufs et bien sûr « innovants », dont un tiers de logements sociaux (qui ne sont pas nommés en tant que tels par l'archi, ni par le maire.). Il y aura notamment des « co-living » (avec « petite salle de sport » et salle commune) très pratiques, nous explique l'archi, car abordables au début de la vie active, lors des passages de vie délicats et/ou pour les familles mono-parentales. En gros, on comprend que c'est des appartements conçus pour la colocation, mais **si on dit « coloc » ça évoque peut-être « jeunes » et/ou galérien. ne.s, donc ce n'est pas bon pour la tranquillité publique.**

L'assistance commence à bouillonner. Il y en a qui voudraient poser des questions ou réagir.


Mais non. Comme d'hab, le déroulement de la présentation/visite fait qu'il n'y a pas de place pour un débat. **Il ne faut surtout pas que quelqu'un pourrisse le groove du maire & cie avec, on ne sait jamais, un peu d'esprit critique.** L'adjoint répond vite fait à quelque question d'intérêt général, n'est-ce pas, concernant la hauteur des bâtiments (« *je suis inquiète pour l'ensoleillement de chez moi* ») ou les vis-à-vis (« *je ne voudrais pas des fenêtres donnant sur mon jardin* ») et quand il réalise qu'il y a pas mal de mains levées pour essayer d'en placer une, il déclare que le moment est venu de passer à l'apéro.

Certain.e.s ne se désistent pas et le suivent pour continuer à discuter. **Une dame l'interpelle à propos de sa crainte que des squats s'installent avant le début de travaux,** les dépôts des permis de construire n'étant prévus que fin 2019 ou 2020. L'adjoint nous dit alors qu'une occupation éphémère est prévue, « à partir de tout de suite », pour empêcher cela. La dame est aussi inquiète à cause des squatteurs d'à côté. L'un des copains concernés est là et répond lui-même aux questions de tranquillité publique qui la tourmentent. Si elle semble rassurée, un couple saute sur l'occasion pour lui poser une rafale de questions portant sur le nombre d'occupant.e.s, leurs profils sociologiques, leurs activités sur place (« *Quoi ?! Vous faites de la mécanique auto ?! Il va y avoir des gaz ! Ça va polluer !* »).

Eh oui, l'enfer, c'est les autres. Et il y en a partout. **Dans ces conditions, rester bourgeois<sup>1</sup> c'est un combat de tous les jours dans ce quartier !** Il y a les biffins avec leur marché informel du week-end – heureusement

---

1 A. Collet, Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction, La Découverte, 2015



que le maire et le préfet leur font la guerre depuis 2014. Il y a les familles qui dorment à la rue – mais la Ville pose des grillages pour les chasser ou amène les voitures-maisons à la fourrière. Il y avait le foyer Baras, et là aussi Saint Patrick de la Réquiza a enfin soulagé le quartier en faisant déménager tout le monde à l'AFPA en l'attente de la démolition du foyer et de la reconstruction d'une résidence sociale sans cantine, sans salle de prière et surtout sans étalages de marchandises, forgerons et bouchers. Il y a toujours des squats, hélas, malgré la mairie qui donne l'exemple en faisant expulser ses propres bâtiments squattés (250 boulevard de la Boissière, juillet 2016 ; Salamatane, janvier 2017 ; 30 rue Gambetta, octobre 2017). Il y a les commerces « peu attractifs », « trop homogènes » et débordant sur le trottoir de la rue de Paris, mais là aussi ça va dégager. Il y a même, selon certain.e.s habitant.e.s du quartier, trop de gosses des logements sociaux dans certaines écoles, voire une trop grande concentration de logements sociaux côté « faubourg ».

Ainsi, les décideurs gardent un petit bout par-ci et par-là – quelque ancien bâtiment, quelque logement peut-être un peu abordable (pour des galérien.ne.s auparavant trié.e.s par les services sociaux), du « réemploi » écolo-social-cool (mais surtout pas celui pratiqué par les biffins) – et **chassent celles et ceux qui, par leur présence et leurs activités, font déjà depuis longtemps de ce quartier** un quartier qui demeure populaire malgré la gentrification, hétérogène, où l'on trouve des solidarités concrètes et où on pratique le recyclage.

A coup de pelleteuse, d'expulsions, de flicages divers et variés mais aussi de « novlangue » et de com', Bessac & cie poursuivent leur objectif de « ville apaisée » et grand-parisienne.

**Nous ne sommes pas resté.e.s pour l'apéro.**



# DOCU-GRAPHIE CRITIQUE

## Mainmise sur les villes

de Claire Laborey et Marc Evreux  
documentaire Arte, 2013, 1h29

« A qui appartient la ville ? » voici la question à laquelle le documentaire propose de répondre. La ville étant l'un des piliers de jeux des capitalistes, savoir à qui appartiennent les espaces dans lesquels on vit est toujours intéressant. En plus d'évoquer les « *gated communities* » (enclaves privées) ou les *malls* (centres commerciaux) à ciel ouvert qui deviennent la norme urbaine aujourd'hui, le documentaire s'intéresse aux nouvelles formes de privatisation plus indicibles. Sans barrières, ni codes d'entrées, dans une « disneyfication », la propriété privé s'étend à la rue, à la place, aux espaces publics.

De Berlin à Copenhague, de Londres à Istanbul, les municipalités dépassées par les coûts grandissants de la construction urbaine se retrouvent à vendre, plus ou moins selon leur gré, des morceaux de ville, notamment les espaces publics. Ils sont alors fabriqués, gérés et contrôlés par des sociétés privés qui réduisent l'habitant.e, le passant.e, à un.e simple consommateur.trice, qui peut encore moins manifester, mendier ou faire du skate qu'avant et où le nombre de flics et de caméras est démultiplié.

Pour les auteur.es du docu cette privatisation grandissante réduit la place des habitant.es dans l'invention de leur ville. Le constat est vrai cependant il est naïf de penser que la ville ait été un jour le lieu où les habitant.e.s quels qu'ils soient aient pu décider de leur mode de vie sur le long terme. Avec ça, les deux auteur.e.s pleurent la disparition de la mainmise des pouvoirs publics.



Pour eux, cela s'annonce comme un choc et sonne le glas de la « démocratie urbaine » et du « droit à la ville », saint graal d'une « bonne gestion » de la ville. Comme si les pouvoirs publics n'étaient pas exempts de contrôles et de sécurisations de l'espace public. Et comme si le fait d'impliquer des habitant.e.s dans des institutions encadrées et contrôlées par les pouvoirs publics n'était pas une mascarade consultative qui servait surtout à conforter le pouvoir.

Dans ce tableau une série de résistances nous est présentée mais elles restent cantonnées à des luttes réformistes qui ne bouleversent pas la mainmise des technocrates et des « marchands de villes » sur nos espaces de vie mais viennent seulement aménager des sas de décompression.

Le docu invite à imaginer la possibilité de « *créer un dialogue vertueux entre politique et urbaniste, entre promoteurs et citoyens, dans la fabrique de la ville au long court* ». ... Le fantasme citoyenniste où les antagonismes de classe ne sont pas du tout pris en compte reste grand. Cela n'apporte aucun questionnement pertinent sur la manière de



---

---

détruire toute mainmise sur les villes, quelles soient privées, comme publiques. La ville appartient toujours aux mêmes, capitalistes, pouvoirs publics, qui en font toujours plus un espace qui sert à nous asservir.

---

## Push, chassés des villes

de Fredrik Gertten

documentaire Arte, 2020, 90 min

Il était une fois Leilani Farha, avocate de formation et rapporteuse spéciale à l'ONU sur le logement convenable. Leilani voyage de ville en ville à travers le monde, de Londres, à Toronto, de Berlin à Valparaiso, et rencontre des habitant.e.s, des élu.e.s, des acteurs locaux. Le cinéaste suédois, Fredrik Gertten nous invite à suivre Leilani, qui a pour job d'alerter sur les situations de mal logement, de lutte contre l'habitat indigne à des congrès de l'ONU où personne ne l'écoute. Elle rêve de « *retrouver l'utilité première du logement comme un besoin humain* ».

Domage qu'on passe autant de temps à suivre cette Leilani, qui pense que le « *capitalisme ne pose pas de problème* » ou qui veut rencontrer le directeur de Blackstone (fond d'investissement américain) « *pour lui parler des humains qui vivent dans les logements qu'ils louent* » et qui veut lui faire changer d'avis sur sa manière de faire. Le documentaire pêche sur sa focalisation excessive autour de cette rapporteuse particulièrement agaçante, il réduit la question des résistances à une échelle individuelle, et n'offre aucun espoir face à des « monstres » comme les investisseurs. Mais aussi parce que le concept de financiarisation englobe un tas de circuits différents face auxquels



la seule solution collective racontée dans le docu est réformiste et politicienne : la mise en place par la rapporteuse d'un partenariat entre des pouvoirs publics de grandes métropoles appelé « The shift ». Le docu pêche donc totalement sur la présentation de résistances collectives, venant des habitant.e.s et projette ses fantasmes sur la reprise en main par l'état d'une soi-disante « bonne gestion de la ville ».

Il offre cependant une explication sur l'évolution du capitalisme urbain plutôt bienvenue, malgré qu'un peu confuse. De ce que nous retenons particulièrement c'est que la financiarisation du logement génère du « *push* » c'est-à-dire de l'expulsion des classes populaires et moyennes des centres villes de grandes métropoles. Ainsi, la gentrification n'agit pas seule comme phénomène d'exclusion. La financiarisation du logement alimente l'explosion des loyers, responsable de l'expulsion des habitant.es précaires, voir même vide la ville de ses habitant.e.s. Le processus n'intègre parfois même plus l'occupation d'habitant.es pour générer du capital. Alors, les logements vides pullulent. Les investisseurs (sociétés de gestion d'actifs immobiliers type

---

Blackrock, fonds de pensions, particuliers fortunés, etc), de plus en plus prédateurs, rasant des immeubles vétustes, ces derniers font sortir de terre des ensembles de haut standing, que les ancien.ne.s occupant.e.s n'ont plus les moyens d'habiter, tandis que ces opérations immobilières assurent à leurs promoteurs de juteux retours sur investissement. Des immeubles entiers se retrouvent vidés de leurs habitant.e.s parce que les investisseurs jonglent ainsi plus facilement entre eux pour faire circuler les capitaux dans l'achat ou leur vente incessante. Le logement est considéré comme un « actif » qui peut être acheté et revendu à l'infini. A Londres plus de 80% des biens appartenants à des sociétés étrangères sont vides.

Pour chasser les pauvres des villes, la financiarisation vient s'ajouter comme un nouvel outil violent à l'oeuvre depuis plusieurs dizaines d'années mais terriblement efficaces pour le capital. Une ville sans habitant.e.s devient alors plus rentable et plus juteuse pour un marché toujours plus agressif.

Les logements vides sont et seront toujours plus nombreux, n'attendons rien des pouvoirs publics, organisons-nous et requisitionnons-les !

---

## Nos poumons c'est du béton

par un Collectif

documentaire, 2016, 22 min

Très concis, mais redoutable ce petit documentaire d'une vingtaine de minutes, présente le combat mené depuis 2013 par un collectif de femmes vivantes sur une aire d'accueil de «gens du voyage» (comme l'état a décidé de les nommer) à Hellemes-Ronchin à Lille.



Situé entre une usine et une autoroute, leur « chez nous » est un enfer qui leur provoque des maladies. Sur ce terrain, la communauté d'habitant.e.s est désespérée, notamment les hommes, alors ce sont les femmes qui s'organisent. Elles dénoncent leurs conditions de vies, mènent une manif en 2014 devant Lille Métropole et comme elles ne sont pas seules à vivre cette situation, elles font le tour des autres « aires d'accueil » de la métropole lilloise.

Toutes sont placées dans des espaces immondes, près d'une usine chimique, d'une ligne de tgv, une centrale électrique ou d'un dépôt de gaz. En plus de payer un loyer à 200€/mois environ, ces habitant.e.s sont traités comme des déchets. *«Il nous font mordre la poussière mais nous on lâchera rien»* le cri de ces femmes est combatif. Heureusement car la lutte est épineuse : la métropole lilloise se fout bien de leur gueule.

Le docu est tourné en 2016, on aimerait connaître leur situation actuellement. Comment continuez-vous le combat ?



les maisons sont vides  
**OCCUPATIONS!**  
les loyers sont chers





**Lire les n° 1 (juin 2013) et n° 2 (avril 2016) de l'*En-Ville* :**

<https://infokiosques.net/spip.php?auteur538>

**Plus d'infos sur les luttes concernant le logement à  
Montreuil et Bagnolet :**

<https://fr.squat.net/tag/bagnolet/>  
<https://fr.squat.net/tag/montreuil/>

